

**Programme de travail sur le commerce électronique
16 mai 2023**

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION
DISCUSSION SPÉCIFIQUE SUR
LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE**

TENUE AU CENTRE WILLIAM RAPPARD ET SOUS
FORME VIRTUELLE LE 16 MAI 2023

*Présidente: S.E. Mme Usha Dwarka-Canabady (Maurice), facilitatrice pour le
Programme de travail et le moratoire sur le commerce électronique*

1.1. La Présidente a souhaité la bienvenue aux Membres à la discussion spécifique, qui porterait principalement sur la facilitation du commerce numérique et la facilitation des transactions électroniques. Elle a rappelé que ce sujet avait été soulevé pour la première fois lors de précédentes consultations tenues à la fin de 2022 et apparaissait dans son rapport au Conseil général de décembre 2022 (JOB/GC/330). La réunion ayant été convoquée à bref délai, elle comprenait que les délégations n'aient pas eu assez de temps pour se préparer pleinement. Néanmoins, le sujet étant vaste, il n'était pas nécessaire qu'on l'épuise à cette réunion. Elle a encouragé toutes les délégations à faire part de leurs expériences en matière de facilitation du commerce électronique et de facilitation des transactions électroniques. Elle a indiqué que, comme cela avait été fait lors de sessions précédentes, il serait également utile de réfléchir spécifiquement à ce que l'OMC pouvait faire dans ce domaine, que ce soit seule ou en collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales. Elle était certaine que lors d'un réexamen des thèmes précédemment abordés, y compris la fracture numérique et les cadres juridiques et réglementaires, ce sujet pouvait encore être étayé. Elle a également signalé que Singapour avait récemment distribué le document RD/GC/25, qui concernait lui aussi la numérisation du commerce. Elle a ensuite donné la parole à Singapour pour que cette dernière présente sa communication.

1.2. Le représentant de Singapour a fait la déclaration suivante¹:

1.3. Mes collègues de la Direction du développement de l'information, de la communication et des médias voulaient à l'origine présenter cet exposé pendant le créneau initial, mais compte tenu du report, ils n'ont pas été en mesure de le faire, donc je le ferai pour eux. Je recueillerai également les éventuelles questions à la fin de l'exposé, afin de les leur transmettre. La diapositive 2 présente la situation actuelle concernant la manière dont de nombreuses parties échangent une grande quantité d'informations, le plus souvent au moyen de systèmes très cloisonnés, qui ne sont pas intégrés les uns aux autres. Malheureusement, bon nombre de ces échanges se font actuellement sur papier, une technique vieille de 2 000 ans. Comme nous le savons tous, ce support est inefficace et, selon une analyse de Maersk et IBM souvent citée, cette inefficacité peut représenter jusqu'à 20% des coûts de transport. Les systèmes cloisonnés sont souvent présents dans le commerce, ne sont pas interopérables et sont généralement extrêmement coûteux. De quelle quantité de documents parlons-nous? Cela peut aller jusqu'à 50 feuilles de papier qui peuvent être échangées avec parfois 30 parties prenantes différentes, raison pour laquelle nous encourageons vivement la numérisation du commerce. L'interopérabilité est essentielle. On ne peut pas s'attendre à ce que tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement aient recours à la même plate-forme technologique ou au même vendeur. Tous ces maillons sont libres de recourir à la pile technologique et au vendeur de leur choix; c'est pourquoi l'interopérabilité est très importante dans ce contexte.

¹ L'exposé figure à l'annexe I.

1.4. Qu'est-ce que TradeTrust? Il s'agit d'un cadre comprenant des normes acceptées au niveau mondial, qui connecte les gouvernements et les entreprises à une chaîne de blocs publique pour favoriser la confiance et permettre l'interopérabilité des documents commerciaux électroniques entre les plates-formes numériques. Ce cadre est proposé comme un service public numérique. Comme vous pouvez le voir sur la diapositive 4, il y a quatre principales composantes, qui sont toutes aussi importantes les unes que les autres pour le bon fonctionnement de TradeTrust. Qu'est-ce que l'harmonisation de la législation? Il s'agit en fait d'assurer une reconnaissance et un traitement généralisés des documents transférables électroniques entre différentes juridictions. Cela est important pour faire en sorte que lorsqu'un document électronique passe une frontière, il conserve sa capacité de transférer des droits légaux selon les exigences des partenaires commerciaux. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la norme mondiale permettant cela est la Loi type sur les documents transférables électroniques, publiée en 2017 par la CNUDCI. Dans la mesure où davantage de pays ont promulgué cette loi ou une loi équivalente et l'ont intégrée dans leur législation, la reconnaissance des documents se généralisera à tous les niveaux. La deuxième composante est l'élaboration des normes. Les outils technologiques utilisés dans le cadre TradeTrust sont promus et alignés sur les normes internationales qui sont neutres, ouvertes et accessibles. Cela est particulièrement important pour l'adoption volontaire par l'industrie des technologies. La troisième composante, à savoir le cadre d'accréditation, est une option prévue par la Loi type sur les documents transférables électroniques, qui permet de prédéterminer si les méthodes utilisées par un système de gestion des documents de ce type sont conformes aux exigences de la Loi type susmentionnée, grâce à une déclaration de programme volontaire effectuée par un conseil de surveillance et un organisme d'accréditation. La dernière composante, à savoir les éléments logiciels, repose sur la même base de cotation que le cadre d'attestation ouvert ayant été utilisé dans bien d'autres cas d'utilisation non commerciale, par exemple pour les certificats de vaccination contre la COVID-19 de Singapour, ainsi que les certificats d'enseignement. Comment ces certificats de vaccination peuvent-ils être vérifiés facilement lorsque les voyageurs se déplacent à travers le monde? Nous pensons que ces documents commerciaux devraient bénéficier de la même portabilité. Les logiciels de TradeTrust sont donc libres et gratuits pour la communauté, afin que les médecins n'aient pas besoin de recoder et puissent simplement les intégrer dans les systèmes existants; ainsi, nous les décrivons comme étant adaptés à TradeTrust.

1.5. Pour revenir à la question de ce qu'est TradeTrust, penchons-nous sur les trois fonctionnalités clés présentées sur la diapositive 5. Comme vous pouvez le voir dans les trois encadrés, nous souhaitons ici mettre en évidence trois éléments clés: i) l'authenticité du document; ii) la possibilité de vérifier la source du document; et iii) la possibilité de transférer la titularité d'un point de vue juridique. Il importe de signaler que TradeTrust est un cadre et n'est pas à proprement parler une plate-forme. Il vient néanmoins à l'appui des plates-formes et des systèmes pour concrétiser les trois fonctionnalités précitées dans l'ensemble des plates-formes et systèmes. Les procédés techniques sont intégrés à des logiciels libres, qui contribuent à cette fonction. Vous pouvez voir que TradeTrust n'est pas conçu uniquement pour Singapour; nous avons au contraire collaboré très étroitement avec la communauté internationale et les organisations internationales pour chercher comment mettre au point un système auquel chacun puisse contribuer et que tout le monde puisse utiliser. S'agissant du cadre TradeTrust, on trouve sur la diapositive 7 les principes pour le développement numérique, qui correspondent aux principes que nous devons également suivre pour le développement du cadre TradeTrust. Vous pouvez voir que parmi les principes que nous tenons à souligner figure les suivants: premièrement, ce cadre est en source ouverte et favorise les normes ouvertes; deuxièmement, il tient compte des considérations liées à la vie privée et à la sécurité; nous utilisons le hachage; troisièmement, il correspond fondamentalement à un véritable effort de collaboration entre les entreprises et les gouvernements. En plus de ces principes, TradeTrust est conçu comme un bien public ayant un caractère de non-rivalité: l'utiliser n'empêche pas son utilisation par d'autres et il est non-exclusif, c'est-à-dire que personne ne peut vous empêcher de l'utiliser.

Sur la diapositive 8, on trouve un exemple utilisant un connaissance pour illustrer la gestion des documents transférables. En substance, différentes données apparaissent sur ce connaissance et ce que nous faisons c'est extraire l'ensemble de ces données pour faire en sorte que celles-ci soient des documents transférables électroniques pouvant être transmis à l'étranger. L'une des raisons pour lesquelles ces documents sont connus pour être difficiles à numériser est qu'ils ont la capacité juridique d'affecter l'obligation d'exécution transférée d'une partie à une autre. À ce titre, il ne peut y avoir, tout au long du cycle de vie, qu'un seul papier à la fois représentant les droits légaux du titulaire. C'est aussi la raison pour laquelle la technologie est alors importante pour faire en sorte qu'il ne circule qu'une seule copie lorsqu'on la numérise. La diapositive 9 nous présente ce à quoi

TradeTrust ressemble d'un point de vue technique et architectural. Sa conception modulaire assurera un couplage minimal et ménagera une certaine souplesse pour s'adapter aux futures évolutions technologiques. Comme nous l'avons mentionné précédemment, TradeTrust n'est pas une plate-forme mais un ensemble d'éléments logiciels ou de services se situant entre le niveau des applications et celui de la chaîne de blocs. Cette architecture est pensée pour permettre aux entreprises et aux administrations publiques d'élaborer des plates-formes et des applications commerciales qui soient indépendantes des technologies sous-jacentes.

1.6. Avant de clore cet exposé, nous souhaitons présenter certains exemples ou cas de figure illustrant la manière dont nous avons utilisé TradeTrust dans le domaine du financement et de la logistique du commerce. Nous avons vu que sur le plan du financement du commerce, cela a amélioré l'efficacité opérationnelle, dans la mesure où nous pouvons transférer plus rapidement les documents et la titularité par voie numérique et où nous réduisons les risques de fraude au financement du commerce, un problème fondamental. Nombre d'acteurs en bénéficient, y compris les banques, les exportateurs, les importateurs, les transporteurs, les assureurs et les inspecteurs. En ce qui concerne la logistique du commerce, nous observons une augmentation de la productivité et de l'utilisation des actifs. Nous avons réduit les charges fixes liées au papier ainsi que les frais inutilement appliqués du fait de retards dans la communication de documents. On compte de nombreux bénéficiaires dans ce cas de figure également, que ce soit les expéditeurs, les transporteurs, les opérateurs portuaires ou les opérateurs de services bancaires. La diapositive 11 montre quelques-uns des partenariats mondiaux que TradeTrust a établi ces dernières années. Comme vous pouvez le voir, ceux-ci sont très cosmopolites: nous avons travaillé avec Abou Dhabi, l'Australie, le port de Rotterdam ou encore des acteurs du secteur privé comme ExxonMobil, des banques, etc. C'est un projet que nous poursuivons et que nous continuons à développer, et nous sommes impatients de travailler avec les Membres de cette Organisation afin d'approfondir les échanges à ce sujet.

1.7. La Présidente a rappelé que, suite à la discussion spécifique de mars sur les cadres juridiques et réglementaires, le Royaume-Uni avait distribué une communication sur la numérisation du commerce (WT/GC/W/870), qui présente un intérêt pour la discussion en cours, et a invité la représentante du Royaume-Uni à s'exprimer.

1.8. La représentante du Royaume-Uni a fait la déclaration suivante:

1.9. Le Royaume-Uni se félicite de la discussion d'aujourd'hui sur la facilitation du commerce électronique et des transactions électroniques. Nous avons récemment distribué la communication portant la cote WT/GC/W/870 sur la numérisation du commerce, qui est pertinente dans le présent contexte. Mes remarques porteront essentiellement sur les points essentiels de cette communication. Je tiens aussi à remercier les collègues de Singapour pour leur exposé intéressant et complémentaire de notre communication à bien des égards. Utiliser la technologie pour améliorer les processus commerciaux en vue de les rendre plus faciles, moins coûteux, plus rapides et plus sûrs pour les entreprises constitue un objectif important pour le Royaume-Uni. Il s'agit là de l'un des piliers des objectifs du gouvernement du Royaume-Uni en matière de commerce numérique. C'est aussi un élément important des principes du commerce numérique du G-7 élaborés en 2021 lorsque le Royaume-Uni assurait la présidence de ce groupe. Pour réduire les lourdeurs administratives et permettre à un plus grand nombre d'entreprises de faire du commerce, les gouvernements et l'industrie devraient faire progresser la numérisation des documents liés au commerce. Cela peut se faire en remédiant aux obstacles juridiques, techniques et commerciaux à la numérisation des processus papier. S'agissant en particulier des obstacles juridiques, il est clair que la législation et la réglementation peuvent prendre du retard par rapport au rythme de l'évolution technologique. Par exemple, de nombreux pays continuent d'appliquer des prescriptions juridiques qui imposent des documents sur papier et des signatures manuscrites. Cela rend le commerce plus lent, plus coûteux et moins attrayant pour les entreprises – en particulier les MPME. Des solutions inclusives, transparentes, efficaces et compatibles à l'échelle mondiale devraient être apportées à ces obstacles. Les initiatives comme les lois types de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) font office de meilleures pratiques mondiales dans ce domaine, qu'il est temps d'adopter de manière généralisée. La Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996) a établi des règles pour l'égalité de traitement entre les renseignements électroniques et ceux sur support papier, ainsi que pour la reconnaissance juridique des transactions et processus électroniques. Cela est fondé sur les principes fondamentaux de la non-discrimination envers l'utilisation de moyens électroniques, de l'équivalence fonctionnelle et de la neutralité technologique. La Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques (2017) a appliqué les mêmes

principes pour permettre et faciliter l'utilisation sous forme électronique de documents et d'instruments transférables. Ces documents comprennent les connaissements, les lettres de change, les chèques, les billets à ordre et les récépissés d'entrepôt.

1.10. Numériser le commerce, notamment en adoptant ces lois types, pourrait procurer des avantages importants aux entreprises, en particulier aux MPME. Cela réduirait par exemple les délais d'exportation de 24 à 44%, augmenterait la probabilité qu'une MPME commence à exporter de 3% et accroîtrait la valeur des exportations des MPME. Le Royaume-Uni est en train d'adopter une loi alignée sur la Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques. La Loi du Royaume-Uni sur les documents commerciaux électroniques donnera aux entreprises du Royaume-Uni un plus grand choix et davantage de flexibilité en ce qui concerne la manière dont elles font du commerce. En outre, cette loi abaissera les délais de traitement à 20 secondes pour les documents électroniques et réduira les émissions de carbone d'au moins 10%. Outre cette réforme spécifique décrite dans notre communication, l'histoire commerciale du Royaume-Uni montre que le pays a régulièrement pris des engagements en matière de facilitation du commerce électronique. Ces engagements ont notamment pris la forme d'initiatives concernant le commerce sans papier, les contrats électroniques et les signatures électroniques, entre autres. En guise de conclusion, le Royaume-Uni encourage les Membres à trouver des solutions aux obstacles à la numérisation du commerce qui soient inclusives, transparentes, efficaces et compatibles à l'échelle mondiale. L'adoption des lois types de la CNUDCI constitue une étape importante à cet égard, tout comme le sont les règles compatibles négociées et adoptées dans le cadre des négociations commerciales telles que l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique. Nous encourageons les Membres à examiner la communication du Royaume-Uni qui porte la cote WT/GC/W/870 pour se faire une idée plus précise de ces questions.

1.11. Le représentant du Brésil a fait la déclaration suivante²:

1.12. Le Brésil remercie Singapour et le Royaume-Uni pour leurs communications et leurs exposés. Nous aimerions aussi vous remercier, Madame l'Ambassadrice, de nous donner l'occasion de faire brièvement part de notre expérience nationale concernant la mise en œuvre d'un système de guichet unique électronique et de certains de ses avantages, par exemple des délais de dédouanement plus courts, l'augmentation des recettes publiques, la réduction des coûts de mise en conformité pour les négociants, et le renforcement de la transparence, de l'efficacité et de la prévisibilité des procédures douanières. Si les avantages de l'adoption de mesures de facilitation du commerce électronique telles que les guichets uniques électroniques profitent à la fois au commerce traditionnel et au commerce électronique, le Brésil considère qu'elle peut en particulier favoriser la participation des MPME au commerce électronique international, dans la mesure où les MPME ont en général plus de difficultés à s'accommoder de la complexité et du coût des procédures douanières. Quant au rôle des règles et recommandations concernant le commerce international dans la promotion d'un environnement sans papier pour le commerce international et l'interopérabilité transfrontières, le Brésil pense que les dispositions relatives à la facilitation du commerce numérique de l'AFE sont des bases importantes pour atteindre ces objectifs et a donc inclus de telles dispositions dans un accord régional du Mercosur et dans des accords bilatéraux signés ces dernières années avec le Chili et les États-Unis. Nous aimerions aussi souligner les travaux effectués dans ce domaine par des organisations régionales et internationales comme l'OMC, l'OMD, la Banque mondiale, la CNUCED, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le CEFACT-ONU. Et maintenant, si Mme l'Ambassadrice me le permet, j'aimerais passer la parole à mon collègue M. Tiago Barbosa, Responsable du guichet unique du Brésil, qui nous présentera son exposé.

1.13. Mon nom est Tiago Barbosa, je suis le coordonnateur général de la facilitation des échanges au Secrétariat au commerce extérieur du Brésil et responsable du guichet unique du Brésil. Je suis aussi spécialiste du guichet unique du Brésil au sein du CEFACT-ONU. Cet exposé vise à faire part de l'expérience du Brésil dans la mise en œuvre de son guichet unique électronique et à indiquer la mesure dans laquelle nous avons pu réduire les délais et les coûts en utilisant essentiellement la technologie. Tout d'abord, depuis le début du projet, nous avons appris que le principal facteur de réussite était la coopération avec le secteur privé. Ce dernier est constitué d'experts de l'exportation et de l'importation. Nous avons collaboré avec ce secteur pendant toutes les phases du projet, y compris le remaniement des processus administratifs, la révision du cadre juridique et l'adoption des normes internationales. La diapositive 2 présente quelques chiffres: plus de 10 000 participants

² L'exposé figure à l'annexe II.

du secteur privé et plus de 1 500 entreprises travaillant avec le gouvernement ont œuvré à la mise en place du guichet unique électronique et d'un processus d'exportation et d'importation efficace.

1.14. Quels résultats avons-nous obtenus? Au début du projet, lorsque nous avons passé en revue l'ensemble des obligations pour le secteur privé, nous avons pu réduire de 70% le nombre de documents que ce secteur devait envoyer au gouvernement. Entre 2017 et 2018, lorsque la première version du guichet unique du Brésil a été lancée, nous avons réduit de 70% le nombre de documents et de 60% le nombre de champs requis pour l'exportation. Toutes les transactions sont effectuées numériquement et tous les documents sont signés numériquement, de sorte que nous pouvons assurer l'intégrité et la qualité des renseignements à utiliser dans la gestion des risques par le gouvernement. Pour donner quelques exemples concrets, avant de mettre en œuvre le projet de guichet unique au Brésil, le délai moyen de délivrance des licences d'importation de médicaments était de 20 jours. Après avoir remanié les processus administratifs et repensé l'utilisation du système d'intégration des technologies, nous avons pu ramener ce délai à quatre jours. De même, le délai d'obtention d'un certificat phytosanitaire était de 7 jours, contre 24 heures aujourd'hui; pour ce qui des certificats sanitaires, le délai de délivrance est passé de 3 jours à 15 minutes. Quels sont donc les résultats que le secteur privé peut observer dans le déroulement quotidien de ses activités? En 2014, le délai d'exportation était de 13 jours en moyenne, contre 5 jours aujourd'hui. S'agissant du délai d'importation, le temps nécessaire à la mainlevée des marchandises est passé de 17 jours à 9 jours en moyenne. Dans quelle mesure cela permet-il de réduire les coûts? Lorsque nous réduisons le temps nécessaire à la mainlevée des marchandises dans le processus d'exportation ou d'importation, cela réduit le coût *ad valorem* des marchandises de 9% dans le processus d'exportation et de 7% dans le processus d'importation. Qu'est-ce que cela représente? Cela entraîne une économie de 20 milliards d'USD par an pour le secteur privé.

1.15. Maintenant que nous avons mis au point le guichet unique électronique, nous travaillons à l'interopérabilité des données pour améliorer la gestion des risques et instaurer le traitement avant l'arrivée afin de réduire encore davantage le temps nécessaire à la mainlevée des marchandises. Au sein du MERCOSUR, nous avons des accords de reconnaissance mutuelle, ainsi qu'un système appelé bConnect, qui est basé sur la chaîne de blocs. Ce système nous permet d'échanger des données sur les entreprises ayant le statut d'OEA, des déclarations en douane, des déclarations de transit, des certificats ePhyto, des certificats électroniques et des certificats d'origine. Nous en sommes à la première phase du projet pilote, qui consiste en l'échange des registres des entreprises ayant le statut d'OEA; nous ajouterons les autres documents susmentionnés au cours de la phase suivante. Mais tout d'abord, pour assurer une compréhension mutuelle, nous devons adopter les normes internationales; nous avons donc choisi d'utiliser le modèle de données de l'OMD et les normes du CEFAC-ONU afin de pouvoir comprendre les données de chaque pays qui traite ce type de renseignements, au sein ou en dehors du MERCOSUR. D'autres pays mettent aussi en œuvre le système SYDONIA, un système de guichet unique mis au point par la CNUCED. Ils tirent ce type d'avantages de la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce numérique. Cela peut montrer aux autres pays que l'on peut réduire les coûts, non pas uniquement avec un logiciel sur mesure, mais aussi en personnalisant le système SYDONIA et en réduisant le temps nécessaire à la mainlevée des marchandises dans le processus d'importation/d'exportation. Le Brésil est disposé à partager davantage de données d'expérience et de connaissances concernant la mise en œuvre de son guichet unique et à examiner d'autres données d'expérience, comme celles que nous ont communiqué Singapour et le Royaume-Uni.

1.16. Le représentant de la Chine a fait la déclaration suivante:

1.17. Je remercie Singapour, le Royaume-Uni et le Brésil pour leurs communications et leurs exposés, qui nous ont donné des exemples très utiles pour illustrer la facilitation du commerce numérique. Je pense que ces échanges de pratiques nationales sont extrêmement importants dans nos discussions. Aujourd'hui, la croissance rapide de la consommation mondiale en ligne offre de nouvelles possibilités de développement du commerce électronique, en particulier pour les PME. D'après une estimation de eMarketer, une société d'étude de marché, la taille du marché mondial de la vente au détail en ligne a augmenté de 14,3% en 2021, et celui-ci représente 19,5% de la consommation totale de la société. Dans ce contexte, le commerce électronique transfrontières est devenu un nouveau modèle de commerce et constitue l'une des nouvelles orientations du développement du commerce international. En Chine, par exemple, la valeur totale du commerce électronique transfrontières, importations et exportations comprises, a atteint 1 920 milliards de yuan (soit approximativement 300 milliards d'USD) en 2021, un chiffre près de 10 fois supérieur à celui enregistré 5 ans auparavant, ce qui contribue fortement à promouvoir

l'économie numérique chinoise. La Chine a toujours accordé une grande importance au débat sur la facilitation du commerce électronique et des échanges à l'OMC, et a présenté plusieurs propositions (notamment sous les cotes JOB/GC/110/REV.1 et JOB/GC/142) fondées sur les bonnes pratiques du pays en matière de développement du commerce électronique. Ces propositions encourageaient également les Membres à examiner les questions de la promotion et de la facilitation du commerce transfrontières de marchandises effectué sur Internet, ainsi que les services qui appuient directement ce commerce, tels que les services de paiement et les services logistiques. La facilitation du commerce électronique transfrontières comprend les aspects suivants: Premièrement, promouvoir les transactions électroniques sans papier. Cela comprend le commerce sans papier, les signatures et les authentifications électroniques, les contrats et les factures électroniques, les cadres de transactions électroniques, etc. En tant qu'élément important de l'écosystème du commerce électronique, les transactions électroniques sans papier amélioreront l'efficacité des transactions, réduiront les coûts des transactions et économiseront des ressources. Par exemple, le commerce électronique transfrontières se fait principalement par le biais d'Internet et sans documents papier, et les paiements électroniques sont plus efficaces, plus sûrs et sans contact, et contribuent par ailleurs à réduire l'empreinte carbone. Mais pour parvenir à se passer de papier, la validité juridique d'étapes cruciales du processus de transaction électronique devrait être reconnue, par exemple dans le cas des signatures et des contrats électroniques précités. Non seulement cela protégera les droits et intérêts légitimes des parties de la transaction, mais cela contribuera également à sécuriser davantage l'écosystème du commerce électronique.

1.18. Deuxièmement, promouvoir les services de paiement et les services logistiques, qui sont intrinsèquement liés au développement du commerce électronique. En tant que composantes indispensables de l'écosystème du commerce électronique, ces services constituent le système d'appui de base pour assurer la bonne exécution des transactions commerciales transfrontières de marchandises sur Internet. D'autre part, leur développement rapide pourrait permettre de raccourcir la durée des transactions de commerce électronique, d'améliorer l'efficacité des transactions, d'offrir une plus grande commodité pour les consommateurs et de promouvoir le développement de l'industrie du commerce électronique. Par ailleurs, l'essor du commerce électronique suscite de nouvelles motivations et instaure un environnement propice au développement des services de paiement et de logistique. Ces deux aspects sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Troisièmement, faire bon usage des zones franches, des entrepôts sous douane et d'autres pratiques pour faciliter le commerce électronique transfrontières. Les Membres pourraient résumer les expériences positives relatées dans le cadre des discussions spécifiques et les mettre en œuvre en fonction des besoins propres de chacun, afin de promouvoir le développement du commerce électronique et la croissance inclusive. Pour prendre l'exemple de la Chine, nous encourageons à explorer activement les possibilités offertes par les zones franches et les entrepôts sous douane pour faciliter le commerce électronique, qui permet que les marchandises soient stockées, désassemblées, assemblées et conditionnées dans les zones franches et les entrepôts sous douane du pays importateur. Ainsi, conformément à l'ordre de transaction passé par voie électronique, les marchandises sont transportées et livrées à l'acheteur depuis les zones franches et les entrepôts sous douane, une fois effectuées les procédures d'importation comme la déclaration en douane, le recouvrement des droits de douane et des taxes intérieures. Cette approche pourrait réduire les délais pour la logistique et les livraisons transfrontières, abaisser les coûts, améliorer l'expérience des utilisateurs du commerce électronique, accroître l'efficacité des transactions à la fois pour les vendeurs et pour les consommateurs, mais aussi aider les autorités de réglementation à uniformiser la surveillance des marchandises, à réduire les coûts administratifs et à améliorer l'efficacité administrative. La Chine est disposée à collaborer avec tous les Membres pour favoriser conjointement l'obtention de résultats positifs en matière de facilitation du commerce électronique à l'OMC. Nous souhaitons vivement connaître les modèles de développement et les expériences d'autres Membres et appelons les Membres à continuer de participer activement aux discussions spécifiques, en vue de parvenir à mieux promouvoir le commerce électronique au service du développement.

1.19. La représentante de l'Arabie saoudite (Royaume d') a fait la déclaration suivante:

1.20. J'aimerais remercier Singapour, le Royaume-Uni, le Brésil et la Chine de leurs exposés très intéressants et instructifs, et d'avoir fait part de leurs pratiques nationales. Le Royaume d'Arabie saoudite est ravi de parler de son expérience nationale dans ce domaine si important. Conformément à sa "Vision 2030" et à l'objectif de maintenir la compétitivité commerciale et de permettre une participation efficace au commerce électronique transfrontières, le renforcement de l'application des technologies modernes de l'information et de la communication pour simplifier et automatiser les

procédures du commerce international devient pour lui une priorité importante. Tirant parti de sa position géographique unique et aspirant à devenir une plaque tournante logistique mondiale, le Royaume d'Arabie saoudite a fait de la facilitation des échanges l'un des trois piliers de sa stratégie douanière, l'amélioration de l'infrastructure et la numérisation jouant un rôle clé. Depuis 2017, les douanes saoudiennes déployaient d'importants efforts pour numériser leurs procédures de dédouanement et de traitement des expéditions. Un système électronique national pour la gestion des transactions commerciales transfrontières, appelé FASAH, a été mis au point. Il joue un rôle de guichet unique, connectant tous les organismes intervenant dans la réglementation du commerce, comme les autorités en charge de l'environnement, du commerce, de l'agriculture, des douanes et des ports. Le système "FASAH" est considéré, d'un point de vue qualitatif, comme l'une des premières plates-formes mondiales offrant une solution de guichet unique, puisqu'il facilite l'intégralité des démarches de l'utilisateur, et ainsi les procédures d'importation et d'exportation en Arabie saoudite. Il fonctionne grâce à 3 systèmes principaux: le portail de dédouanement, l'intégration des entités et 100 services en ligne qui lui permettent de servir l'écosystème des importations et des exportations, comme la présentation des manifestes, la création et la présentation des déclarations, le portail de paiement unique et un système de suivi, qui assure aux parties prenantes un suivi par conteneur et/ou connaissance pour tous les modes de transport (maritime, aérien ou terrestre). En outre, le système FASAH offre des services de données ouvertes qui permettent à toutes les parties intéressées et au public de consulter les données douanières, ce qui offre transparence et clarté.

1.21. Autre initiative en matière de facilitation des échanges, le Programme de dédouanement amélioré (ICP), vise à simplifier le dédouanement grâce à la présentation des documents par voie électronique avant l'arrivée des marchandises et à la réalisation des inspections en 24 heures. Ce programme ramène le nombre de documents justificatifs requis à seulement deux (facture et connaissance), lesquels doivent être présentés par le biais du système FASAH. En 2019, grâce à ce programme, 80% des déclarations en douane ont été traitées en moins de 48 heures, contre 8 jours en moyenne les années précédentes. L'une des priorités du programme est de simplifier encore les procédures de dédouanement et d'abaisser le délai de dédouanement à deux heures au cours des deux prochaines années. L'objectif du Royaume d'Arabie saoudite, outre le fait d'asseoir sa position en tant qu'acteur clé du commerce international, est de gagner des places dans le classement mondial selon l'indice de performance logistique, en remontant de la 49^{ème} à la 25^{ème} place. SABER, une autre plate-forme électronique importante, a été lancée par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO). Cette plate-forme sert à l'enregistrement de produits et à la délivrance des certificats d'évaluation de la conformité de ceux-ci avant leur entrée sur le marché saoudien. Elle garantit la conformité des marchandises importées aux normes et spécifications avant leur entrée sur le marché saoudien. La plate-forme Saber vise à faciliter et accélérer les procédures en vue de l'entrée de marchandises sur le marché saoudien, en coordination avec les douanes saoudiennes, en aidant les bénéficiaires à éditer facilement des certificats d'évaluation de la conformité par voie électronique.

1.22. Le représentant de l'Afrique du Sud a prononcé la déclaration ci-après au nom du Groupe africain:

1.23. La facilitation du commerce numérique désigne l'utilisation de technologies et de systèmes numériques pour rationaliser et améliorer les procédures mises en œuvre dans le commerce international. Dans ce cadre, des solutions numériques sont appliquées pour simplifier et automatiser les procédures liées au commerce, le traitement des documents et la communication entre des entreprises, les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes. Le terme "transactions électroniques" englobe l'ensemble des transactions financières ou commerciales menées via des outils électroniques, qu'il s'agisse d'ordinateurs, d'appareils mobiles ou de plates-formes en ligne. Au lieu d'utiliser des documents papier classiques ou d'avoir recours à des interactions en présentiel, les transactions électroniques emploient les technologies numériques pour entreprendre, traiter et conclure des échanges de marchandises, de services ou de valeurs monétaires.

1.24. Les composantes clés de la facilitation du commerce numérique et électronique peuvent comprendre:

1. La documentation électronique (commerce sans papier): numérisation des documents liés au commerce, tels que les factures, les commandes, les documents d'expédition et les certificats pour supprimer les formalités administratives, réduire les retards et améliorer la précision.

2. Les systèmes de guichet unique: établissement de plates-formes en ligne où les commerçants peuvent présenter l'ensemble des documents et données nécessaires pour satisfaire aux exigences réglementaires relatives aux douanes, aux permis, aux licences et à d'autres procédures commerciales.
3. Le dédouanement en ligne: mise en place de procédures de dédouanement électronique qui permettent le traitement avant arrivée, l'évaluation des risques et l'automatisation des procédures douanières, ce qui réduit les délais et les coûts associés aux inspections matérielles.
4. Les paiements électroniques: instauration de systèmes de paiement en ligne sûrs et efficaces, tels que les transferts électroniques de fonds et les monnaies numériques, pour faciliter des transactions financières sans heurts dans le commerce international.
5. L'échange et l'interopérabilité des données: création de formats de données et de protocoles normalisés pour garantir la fluidité des échanges de renseignements et l'interopérabilité entre différentes parties prenantes au commerce transfrontières, y compris les entreprises, les autorités douanières et les organismes réglementaires.
6. Les achats en ligne: achat de produits et de services via des sites Web de commerce électronique ou des marchés en ligne sur lesquels les clients commandent et paient par voie électronique.
7. Les transferts électroniques de fonds: transfert d'argent d'un compte bancaire à un autre par voie électronique, au moyen de dispositifs de banque en ligne, d'applications mobiles bancaires ou de plates-formes de paiement telles que PayPal et M-PESA, outil mis au point au Kenya et largement utilisé sur le continent africain.
8. Les paiements numériques: recours à des méthodes de paiement numérique, telles que les cartes de crédit ou de débit, les portefeuilles mobiles ou les cryptomonnaies, pour payer des marchandises et des services – par exemple la plate-forme sud-africaine YOCO.
9. Les transactions en monnaie numérique: transactions employant des monnaies numériques, telles que le bitcoin et l'ethereum, et dans le cadre desquelles la propriété et les transferts de valeurs sont enregistrés grâce à la technologie de la chaîne de blocs.

1.25. On dénombre parmi les avantages et les bénéfices de la facilitation du commerce numérique et des transactions électroniques: la rapidité, la commodité, la rentabilité, la réduction des coûts du commerce, le renforcement de la transparence, l'amélioration de la rapidité et de l'efficacité des processus commerciaux, le renforcement de la compétitivité pour les entreprises et l'élargissement des possibilités de participation des petites et moyennes entreprises (PME) au commerce mondial. En outre, ces échanges peuvent contribuer à la croissance économique, à la création d'emploi et au développement en général en favorisant le commerce et l'intégration à l'échelle internationale.

1.26. Les pays africains se heurtent à différentes difficultés, parmi lesquelles:

1. L'infrastructure numérique: nombre de pays africains ont toujours un accès limité à une connexion internet fiable et abordable, en particulier dans les zones rurales. Une infrastructure numérique lacunaire, y compris les réseaux à large bande et les centres de données, entrave considérablement la mise en place efficace de mesures de facilitation du commerce numérique.
2. Les capacités technologiques: la disponibilité d'une main d'œuvre compétente et de connaissances techniques est essentielle à la facilitation du commerce numérique. Toutefois, les professionnels experts en technologies numériques, telles que l'analyse de données, le commerce électronique et la cybersécurité, font défaut, ce qui nuit à l'adoption et à l'utilisation de solutions de commerce numérique.
3. L'accès aux outils et aux technologies numériques: l'accès aux outils et aux technologies numériques, tels que les ordinateurs, les smartphones et les applications logicielles, demeure compliqué dans nombre de pays africains, en particulier dans les petites et

moyennes entreprises. L'accès limité à ces outils fait obstacle à la capacité de ces firmes de participer au commerce numérique et de tirer profit de ses avantages.

4. Le fossé numérique: Un profond fossé numérique divise l'Afrique et sépare aussi le continent d'autres régions. Les disparités dans les taux de pénétration d'Internet, la maîtrise des outils numériques et l'accès aux technologies aggravent les difficultés auxquelles se heurtent les pays africains en matière de facilitation du commerce numérique. Il est essentiel de combler ce fossé afin de garantir une participation inclusive et équitable à l'économie numérique.
5. Le cadre réglementaire: s'ils sont incohérents ou obsolètes, les règlements relatifs au commerce numérique, à la protection des données, à la cybersécurité et aux transactions électroniques compliquent la facilitation du commerce numérique. Il convient d'harmoniser et de moderniser les cadres réglementaires dans l'ensemble des pays africains afin de créer un environnement porteur pour le commerce numérique.
6. La confiance et la sécurité: le commerce numérique ne portera ses fruits qu'à condition d'inspirer confiance. Les pays africains rencontrent des problèmes liés à la cybersécurité, à la protection des données et à la confidentialité. Il est nécessaire de renforcer les mesures de cybersécurité, de consolider les cadres de protection des données et d'instaurer des mécanismes de garantie pour donner confiance dans les opérations de commerce numérique.
7. L'inclusion financière: L'accès limité aux services financiers et aux plates-formes de paiement numérique est une difficulté de taille dans nombre de pays africains. Il importe de garantir une inclusion financière large, de promouvoir des solutions de paiement numérique et de surmonter les obstacles aux transactions financières transfrontières pour faciliter le commerce numérique.
8. La coopération transfrontières: il est indispensable de resserrer la coopération transfrontières entre les pays africains afin d'harmoniser les procédures commerciales, les échanges de données et les cadres réglementaires. La consolidation des initiatives d'intégration régionales, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), peut contribuer à remédier aux difficultés et à promouvoir la facilitation du commerce numérique.
9. Le renforcement des capacités et la diffusion de renseignements: il est indispensable de promouvoir la maîtrise des outils numériques et de dispenser des cours de formation pour améliorer les compétences numérique parmi les entreprises, les fonctionnaires et les particuliers. Les initiatives de renforcement des capacités, les campagnes d'information et les plates-formes d'échanges de savoirs peuvent aider les pays africains à surmonter les difficultés en matière de facilitation du commerce numérique.

1.27. Dans son rapport intitulé *Growing Intra-African Trade through Digital Transformation of Border and Customs Services: Regional Action Group for Africa*, le Forum économique mondial (WEF) met en avant un certain nombre de ces avantages et difficultés. À l'évidence, pour répondre à ces difficultés, les pouvoirs publics, les organisations régionales, les entités du secteur privé et les partenaires de développement devront coopérer. Il est essentiel d'investir dans l'infrastructure numérique, de renforcer les capacités technologiques, d'améliorer les cadres réglementaires et de promouvoir des écosystèmes numériques inclusifs et sûrs pour que les pays africains tirent pleinement parti du potentiel de la facilitation du commerce numérique. Il est également essentiel de connaître les tenants et les aboutissants des discussions en cours dans d'autres organisations intergouvernementales. Sur ce point, nous ne doutons pas que l'atelier à venir nous donnera un aperçu de la situation.

1.28. Le représentant de Maurice a prononcé la déclaration suivante:

1.29. Maurice félicite le Royaume-Uni, Singapour, le Brésil et la Chine des présentations qu'ils ont faites. Nous sommes partisans de l'échange de renseignements et de meilleures pratiques, qui constituent un élément important pour la croissance du commerce électronique. La numérisation crée de nouvelles possibilités commerciales en donnant accès à des marchés éloignés et étrangers

aux entreprises de toutes tailles et en tout lieu, en abaissant les coûts du commerce et en diversifiant la gamme des produits et services pouvant être commercialisés. Depuis le début des années 2000, Maurice a pris plusieurs mesures pour devenir une "cyber-île". Le secteur des TIC (technologies de l'information et des communications)/BPO (externalisation des processus d'affaires) constitue un moteur essentiel de l'économie mauricienne, dont la contribution au PIB s'élevait à 7,4% en 2021 et qui employait environ 30 000 personnes. Le secteur des TIC/BPO a joué un rôle considérable dans la création d'emplois et la croissance au cours des 15 dernières années. Il façonne aujourd'hui l'avenir de l'économie mauricienne en transcendant les barrières, en créant des liens économiques avec d'autres moteurs de croissance et en renforçant l'innovation et en attirant des jeunes entreprises de haute technologie dans le pays. Qu'il s'agisse des services financiers et des technologies financières, des services d'éducation et de santé, des villes intelligentes ou du développement immobilier, le secteur des TIC participe plus que jamais à la dynamique de croissance de ces secteurs et sa pertinence et sa contribution sont de plus en plus importantes et prononcées dans l'économie.

1.30. Ces 20 dernières années, le gouvernement de Maurice s'est employé à établir un cadre juridique et réglementaire favorable à la croissance du commerce électronique. Les textes législatifs suivants prévoient des garanties appropriées pour les activités de commerce électronique:

- la Loi de 2000 sur les transactions électroniques prévoit la réalisation des transactions sous forme électronique;
- la Loi de 2001 sur les technologies de l'information et de la communication fixe le cadre réglementaire pour le secteur des TIC;
- la Loi de 2017 sur la protection des données garantit que les données personnelles sont dûment protégées et a été modifiée pour être pleinement conforme au Règlement général sur la protection des données;
- La Loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité porte sur les infractions que constituent l'accès non autorisé et la modification illicite du matériel informatique et prévoit un cadre moderne aligné sur la Convention de Budapest sur la cybercriminalité. Elle contient des dispositions qui visent des menaces contemporaines.

1.31. Nous avons pris des mesures pour moderniser notre cadre juridique afin qu'il tienne compte des nouvelles réalités numériques du monde moderne et nous avons aussi cherché à créer un écosystème favorable aux entreprises de commerce électronique par des initiatives telles que l'exonération fiscale temporaire. Toutefois, des améliorations sont nécessaires dans certains domaines. Le cadre juridique des services logistiques, par exemple, devra être ajusté afin de mieux refléter les meilleures pratiques et de garantir un commerce transfrontières efficace entre Maurice et ses partenaires commerciaux. En outre, Maurice ne possède pas de loi sur la protection des consommateurs portant spécifiquement sur le commerce électronique pour protéger les consommateurs contre les pratiques commerciales trompeuses et frauduleuses et offrir des voies de recours aux négociants, entre autres. Dans l'état actuel des choses, le Ministère du commerce et de la protection des consommateurs élabore un nouveau cadre de protection des consommateurs qui tiendra compte du commerce électronique. Les textes législatifs appropriés pour réglementer les questions relatives aux TIC, notamment en ce qui concerne les technologies nouvelles et émergentes et la protection des consommateurs, font défaut. Par ailleurs, des consultations sont en cours au niveau national en vue d'élaborer un plan d'action qui permettrait le développement d'un écosystème numérique à Maurice.

1.32. Maurice reconnaît que l'économie numérique offre des avantages pour tous en réduisant les coûts du commerce, en améliorant la productivité et en renforçant les capacités de participer aux marchés d'exportation, mais que les pays les moins avancés et en développement se heurtent à des obstacles pour atteindre ces objectifs. À cette fin, l'OMC peut offrir à ces Membres une enceinte où collaborer et coordonner leur action afin de mettre au point un cadre juridique et réglementaire harmonisé pour le commerce électronique. Par exemple, l'OMC peut favoriser l'échange de bonnes pratiques entre les Membres en ce qui concerne la réglementation du commerce électronique. À cette fin, elle pourrait organiser des ateliers, des séminaires et d'autres activités pour promouvoir l'échange de renseignements et la collaboration. En outre, des lignes directrices et des recommandations concernant la réglementation du commerce électronique peuvent être mises au point pour aider les Membres à établir leurs propres cadres juridiques et réglementaires. Ces lignes directrices pourraient couvrir des sujets tels que la protection des données, la cybersécurité, les paiements en ligne et le règlement des différends.

1.33. La Présidente a ajouté que Maurice occupait le 17^{ème} rang mondial en termes de cybersécurité, mais que l'UIT supprimerait les classements. Il était intéressant d'étudier les chiffres de l'UIT sur toutes ces questions pour voir comment les pays les abordent.

1.34. La représentante de Trinité-et-Tobago, au nom de la CARICOM, a prononcé la déclaration suivante:

1.35. Je vous remercie, Madame la Facilitatrice, d'avoir dirigé ce processus. Je remercie également Singapour, le Royaume-Uni et le Brésil des exposés qu'ils ont faits et toutes les délégations qui ont fait part de leurs expériences nationales. Le Groupe de la CARICOM est prêt à poursuivre activement le dialogue. Madame la Facilitatrice, la réunion d'aujourd'hui nous permet de réexaminer certains éléments abordés lors des discussions antérieures tenues dans le cadre de ce processus, par exemple durant notre dialogue sur les cadres juridiques et réglementaires. À cette occasion, les délégations ont présenté leurs expériences nationales concernant la législation et la réglementation relatives à la protection des consommateurs, la cybersécurité, la protection des données et de la vie privée, les télécommunications et les transactions électroniques. Nous nous réjouissons de pouvoir approfondir notre discussion en mettant aujourd'hui l'accent sur la facilitation du commerce numérique et des transactions électroniques. Madame la Facilitatrice, l'Évaluation nationale de l'écosystème numérique des Caraïbes orientales et du Sud réalisée par l'USAID en 2022 donne un aperçu des écosystèmes numériques de onze pays de notre région. Dans le cadre de cette évaluation, la législation relative aux transactions électroniques a été identifiée comme l'un des domaines dans lesquels ces pays obtiennent d'assez bons résultats – seul un pays doit encore adopter une loi en la matière, qui est pour l'instant au stade de projet. Cependant, l'accélération de l'innovation et des changements dans le paysage numérique mondial soulève des questions quant à la solidité de ces lois dans notre région. L'examen des dispositions concernant la facturation et les contrats électroniques, l'authentification électronique, les signatures électroniques et les cadres des transactions électroniques, négociées aujourd'hui ou figurant déjà dans des ACR, ne fait qu'accroître ces préoccupations, notamment lorsqu'il s'agit de la pertinence et de l'efficacité des dispositions relatives à la réduction de la charge réglementaire et des procédures administratives obstructionnistes en lien avec les transactions électroniques. Dans ce contexte, nous sommes heureux que des experts de la CNUDCI prennent part à l'atelier de deux jours prévu début juin et puissent éclairer notre discussion sur les cadres juridiques et réglementaires, en particulier parce qu'il est largement admis que les principes énoncés dans la Loi type de la CNUDCI de 1996 sur le commerce électronique sont très utiles pour l'élaboration d'un cadre juridique pour les transactions électroniques.

1.36. En ce qui concerne la facilitation du commerce numérique, des études portant sur les économies de notre région ont confirmé, entre autres, que des procédures administratives et commerciales inefficaces tendent à faire grimper les coûts du commerce et à saper la compétitivité commerciale. Bien que des efforts et progrès louables aient été réalisés dans la région pour évoluer vers un commerce sans papier, il reste fort à faire pour remplacer les processus manuels, non harmonisés et basés sur le papier par des processus électroniques plus efficaces. De toute évidence, il est impératif de poursuivre les avancées dans ce domaine, faute de quoi les pays de la région se trouveraient privés d'une part importante des recettes du commerce transfrontières, du fait de procédures administratives manuelles complexes et rédhibitoires qui génèrent retards, erreurs et abus. À l'inverse, une transition dynamique vers le commerce sans papier, y compris l'automatisation numérique de l'échange, de la vérification et de l'authentification des documents commerciaux, permettrait de réduire sensiblement les coûts du commerce tout en favorisant l'amélioration de l'efficacité commerciale et des résultats commerciaux. D'après l'Analyse quantitative de la transition vers le commerce sans papier menée en 2022 par le Secrétariat du Commonwealth, pour plusieurs États membres de la CARICOM, le ratio des coûts du commerce aux recettes commerciales s'élevait à plus de 50% en 2019, et frôlait les 100% dans certaines de ces économies. Ces chiffres incitent fortement les gouvernements à mener les réformes juridiques pertinentes, liées aux documents transférables électroniques par exemple, qui permettraient de remédier aux insuffisances coûteuses et contraignantes et de faire en sorte que les pays de notre région soient mieux placés pour tirer avantage de la facilitation du commerce numérique et du commerce transfrontières.

1.37. Il est important de souligner que, dans la région, des efforts sont déployés et des progrès sont effectivement obtenus dans le domaine de la facilitation du commerce numérique. Une partie de cette dynamique découle de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Les niveaux de mise en œuvre varient selon les pays de la région et il a été indiqué que les engagements

pris au titre de l'AFE par les États membres de la CARICOM en matière de facilitation du commerce numérique avaient été notifiés en tant qu'engagements des catégories B et C, ce qui montre la nécessité d'accorder des délais et une assistance technique pour leur mise en œuvre. Néanmoins, la transition vers le commerce sans papier est en cours, comme en témoigne l'accélération des efforts et des avancées liés à la mise en place de guichets électroniques uniques dans certains territoires, tels que Trinité-et-Tobago, conformément à l'article 10:4.1 de l'AFE. Les partenariats conclus avec la CNUCED, qui permettent à certains États membres de la CARICOM de bénéficier du système informatisé et automatisé de gestion des douanes SYDONIA, illustrent aussi les progrès accomplis. Il convient de mentionner également la délivrance de certificats d'origine numériques de la CARICOM dans deux États membres, ainsi que la mise en œuvre de la Loi type de la CNUDCI de 2017 sur les documents transférables électroniques par un État membre de la CARICOM. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire.

1.38. Nous apprécions de pouvoir, comme aujourd'hui, échanger des données d'expérience et restons désireux d'obtenir une aide pour la mise en œuvre des mesures clés de facilitation du commerce numérique, qui concernent la suppression des procédures administratives inefficaces et contraignantes, ainsi que l'utilisation et la reconnaissance juridiques des documents commerciaux numériques. Nos économies et PME en retireraient de nombreux avantages, y compris une diminution des coûts du commerce, une amélioration de l'accès au financement du commerce, ainsi qu'une augmentation du commerce transfrontières et des recettes commerciales. En ce qui concerne les travaux que nous menons sur cette question à l'OMC, nous continuerons de participer au Comité de la facilitation des échanges et, par ailleurs, notre dialogue sur l'Aide pour le commerce pourrait aborder le soutien des réformes législatives liées à la facilitation du commerce numérique et des transactions électroniques. Au vu de l'impact positif de la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce numérique sur l'accès au financement du commerce, cette question pourrait aussi faire l'objet de discussions au sein du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances.

1.39. La représentante de Djibouti, au nom du Groupe des PMA, a prononcé la déclaration suivante:

1.40. Je tiens à ajouter la voix du Groupe des PMA à celles qui ont remercié Singapour, le Royaume-Uni, le Brésil et la Chine. Madame la Facilitatrice, nous délivrons cette déclaration au nom du Groupe des PMA. Nous nous félicitons de la participation active de tous les Membres à ces discussions approfondies, illustrée par un large éventail d'interventions et de soumissions, qui témoignent de l'importance d'adresser le sujet du commerce électronique au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de redynamiser le programme de travail. Nous observons qu'au cours des dernières années, des progrès ont été réalisés dans les pays les moins avancés dans le développement de l'infrastructure de base nécessaire pour permettre le commerce électronique, comme le montrent les évaluations de l'état de préparation pour les PMA à l'égard du commerce électronique réalisées par la CNUCED. Toutefois, le caractère abordable et l'accès dans les zones rurales restent un obstacle majeur à l'expansion des activités de commerce électronique. La dimension humaine est un élément tout aussi essentiel pour favoriser la croissance du commerce électronique, où nous remarquons des lacunes persistantes dans les PMA. Il ne s'agit là que de deux aspects fondamentaux d'une problématique plus large. Madame la Facilitatrice, le Groupe des PMA souligne l'importance d'axer les discussions dans le cadre du programme de travail sur le commerce électronique sur la dimension du développement. Nous considérons le développement d'une manière multidimensionnelle qui englobe une politique de commerce électronique et un cadre réglementaire, l'infrastructure, la logistique commerciale et la facilitation des échanges, les solutions de paiement, les compétences humaines et l'accès au financement. Nous espérons que cette discussion permettra de mieux comprendre la manière dont le thème d'aujourd'hui a été défini, car pour les PMA, la question de la facilitation du commerce numérique et de la facilitation des transactions électroniques est liée à de nombreux sujets déjà abordés lors de discussions antérieures dédiées, tels que les cadres réglementaires, la fracture numérique et les questions d'infrastructure. L'Organisation mondiale du commerce peut servir de catalyseur pour aider les Membres du groupe des PMA à traiter ces questions par le biais des structures et des canaux existants, notamment par l'Aide pour le commerce ciblant des besoins spécifiques. En particulier, le Comité du commerce et du développement pourrait approfondir les discussions sur l'identification des moyens de réduire la fracture numérique. Parallèlement, le Comité de la facilitation des échanges est bien placé pour adresser la dimension de la facilitation, par exemple en partageant les meilleures pratiques et en renforçant les capacités liées à l'adoption de technologies telles qu'un guichet unique, et d'autres dispositions relatives aux systèmes en ligne facilitant la numérisation des échanges de marchandises physiques.

1.41. Le représentant de l'Inde a prononcé la déclaration suivante:

1.42. Madame la Présidente, nous vous remercions d'avoir organisé cette cinquième session du Programme de travail sur le commerce électronique. Notre déclaration a pour thème principal "La facilitation des transactions électroniques". Dans la mesure où le Programme de travail sur le commerce électronique traite la question des transactions électroniques, nous pensons que la session sera plus utile si nous limitons nos perspectives à ce domaine. Le thème plus large de la numérisation du processus de facilitation des échanges fait de toute façon l'objet de discussions régulières au Comité de la facilitation des échanges. Le gouvernement indien met en œuvre un programme appelé "Digital India", qui jette les bases du cadre économique encourageant les transactions électroniques dans tous les domaines à l'échelle nationale. Lancé en 2015, c'est un programme phare du gouvernement, dont l'objectif est de faire de l'Inde une société et une économie du savoir reposant sur le numérique. "Digital India" est axé sur trois conceptions clés: l'infrastructure numérique en tant qu'outil essentiel pour chaque citoyen; la gouvernance et les services à la demande; et l'autonomisation numérique des citoyens.

1.43. Le volet dédié à l'infrastructure compte trois initiatives majeures. La plate-forme d'identification Aadhaar, qui attribue à chaque résident du pays un numéro unique d'identification ou "numéro Aadhaar", est l'un des piliers du programme. Plus de 1,37 milliard de numéros Aadhaar ont été générés depuis le lancement de la plate-forme et dans quelques mois, on recensera 2 milliards d'authentifications basées sur le système Aadhaar à l'appui des transactions numériques. "Bharat Broadband Network Limited" est une entité *ad hoc* dont l'objectif est la création d'un réseau national à fibre optique couvrant au total environ 250 000 entités locales dans les villages du pays. Les centres de services communs sont les points d'accès aux services publics essentiels, programmes de sécurité sociale, services de santé, services financiers, services d'éducation et services agricoles, et fournissent aussi des services B2C aux citoyens dans les zones rurales et isolées du pays. Plus de 450 000 centres de services communs sont actuellement opérationnels.

1.44. Le volet "gouvernance et services" est basé sur l'infrastructure publique numérique de l'Inde, que nous avons présentée précédemment dans le document WT/GC/W/863. L'infrastructure publique numérique renvoie à des systèmes numériques spécifiques qui sont utilisés dans l'ensemble de la société et sont interopérables, c'est-à-dire qu'ils peuvent être associés à d'autres systèmes, permettant ainsi la création de nouvelles applications. La délégation de Singapour a elle aussi défini l'infrastructure publique numérique dans son intervention et a parlé de certaines de ses caractéristiques. L'"India Stack" est au cœur de la transformation numérique de l'Inde. Ce projet est décrit comme "un ensemble d'interfaces de programmation d'application qui permet aux gouvernements, aux entreprises, aux jeunes entreprises et aux concepteurs d'utiliser une infrastructure numérique unique pour résoudre les problèmes de l'Inde afin de permettre la fourniture de services dématérialisée, sans présence physique et sans espèces". Il a permis de créer divers services pour favoriser une société plus inclusive sur le plan numérique. Parmi les infrastructures publiques numériques relevant de l'India Stack, on peut citer:

- l'initiative "Sugamya Bharat Abhiyaan", qui vise à atteindre l'accessibilité universelle;
- l'application AgriMarket, qui permet aux agriculteurs de se tenir informés des prix des produits agricoles;
- l'interface BHIM (Bharat Interface for Money), qui simplifie les opérations de paiement;
- le Réseau d'information sur les vaccins contre la COVID-19 (CoWIN), une plate-forme qui recense les plus de 2,2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 administrées en Inde;
- l'"Open Network for Digital Commerce" (réseau ouvert pour le commerce numérique), qui aide les MPME à participer au commerce électronique et rassemble déjà 25 000 petites entreprises; et
- l'interface de paiement unifiée (UPI), un système de paiement en temps réel qui a changé la donne pour les petites et moyennes entreprises.

1.45. L'autonomisation numérique repose sur des plates-formes qui font appel à une combinaison d'infrastructures publiques numériques. On peut citer notamment les infrastructures suivantes:

- le cadre "Account Aggregator" établit un langage commun pour les prêteurs et les places de marché et permet l'élaboration de produits de crédit innovants et adaptés;

- le service national de télémédecine, eSanjeevani, constitue une avancée vers l'équité en matière de santé numérique, dans l'optique d'atteindre une couverture sanitaire universelle;
- eSign est un service en ligne de signature électronique qui peut être intégré aux applications de fourniture de services via une interface de programmation d'application pour permettre à ses utilisateurs de signer des documents électroniquement;
- la plate-forme MyGov est une initiative inédite de gouvernance participative faisant intervenir l'ensemble des citoyens; et
- le programme "One Nation One Ration Card" vise à assurer la sécurité alimentaire de tous les citoyens indiens.

1.46. Grâce à la vaste portée du programme Digital India, le gouvernement renforce la confiance entre les parties aux transactions électroniques, assure la protection des consommateurs et stimule l'innovation dans les domaines du numérique, de la finance et de la fourniture de services, afin que le secteur privé puisse s'appuyer sur cette infrastructure nationale. Madame la Présidente, les exemples de réussites sur ce sujet sont nombreux, mais j'aimerais clore mon intervention en mentionnant la réussite la plus visible, à savoir les paiements numériques, qui continuent de progresser chaque mois. En avril 2023, les transactions réalisées via l'interface de paiement unifiée ont atteint un nouveau record de 8,9 milliards, soit une augmentation de 59% par rapport à avril 2022. La valeur de ces transactions a également augmenté de 49% par rapport à l'année dernière, jusqu'à atteindre 14 070 milliards de roupies (plus de 170 milliards d'USD). Il s'agissait du premier mois de l'exercice financier 2023/24 et nous espérons clôturer l'année à près de 2 000 milliards d'USD de paiements numériques, qui sont la base des transactions électroniques en Inde. Nous remercions également Singapour pour sa communication, qui est en cours d'examen.

1.47. Le représentant de la Jamaïque a prononcé la déclaration suivante:

1.48. La Jamaïque attache un très grand prix à l'organisation de cette cinquième discussion spécifique. Ma délégation souhaite réitérer son soutien au programme de travail proposé et attend avec grand intérêt l'atelier avec les organisations internationales qui doit se tenir du 1^{er} au 2 juin 2023. La question de la facilitation du commerce numérique devient rapidement essentielle au maintien de la compétitivité commerciale et à la participation effective au commerce électronique transfrontières. La pandémie nous a rappelé combien il était important de disposer de systèmes harmonisés et automatisés facilitant la bonne circulation transfrontières des marchandises essentielles à la lutte contre la COVID-19. Malheureusement, de nombreux pays en développement ont dû faire face à d'importantes difficultés d'infrastructure et administratives. Le gouvernement jamaïcain est également désireux d'améliorer l'environnement commercial national, qui était autrefois caractérisé par des procédures complexes et parfois inefficaces, source de coûts élevés et de retards. La ratification par la Jamaïque de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges en janvier 2016 et l'établissement d'une Équipe spéciale ont clairement montré la détermination du pays à créer un environnement commercial compétitif. Selon nous, la facilitation des échanges favorise la prévisibilité, la simplicité, la transparence et l'uniformité des procédures liées au commerce, ce qui se traduit par des gains économiques et une amélioration de l'environnement économique. La Jamaïque a bénéficié du Programme d'appui à la facilitation des échanges de la Banque mondiale, qui a soutenu ses efforts de facilitation des échanges, y compris l'établissement de portails en ligne.

1.49. La Jamaïque dispose actuellement de quatre grandes plates-formes en ligne qui continuent de favoriser une gestion plus rapide et plus efficace des activités et procédures liées au commerce:

- le guichet unique du commerce de la Jamaïque (JSWIFT), mis en œuvre par l'Administration des douanes (JCA). Le JSWIFT est une plate-forme électronique unique qui offre un accès totalement automatisé à tous les organismes de réglementation transfrontières, et permet ainsi aux négociants et à leurs représentants de réaliser toutes leurs transactions commerciales en ligne. Ce guichet unique permet aux importateurs et exportateurs de demander des licences, permis, certificats et tout autre document lié au commerce internationale via un portail unique;
- le portail d'information commerciale de la Jamaïque (JTIP) est une autre plate-forme unique qui permet d'accéder à tous les renseignements nécessaires à l'importation et à l'exportation depuis et vers la Jamaïque. Sur ce portail, les utilisateurs peuvent obtenir des

renseignements sur toutes les prescriptions réglementaires à respecter pour réaliser leurs transactions et visualiser les exigences de chaque organisme;

- le Système douanier automatisé (SYDONIA) permet de présenter les déclarations en douane et tous les documents justificatifs par voie électronique. La Jamaïque apprécie le soutien constant fourni par la CNUCED pour la mise en œuvre et la maintenance de ce système;
- le système de communauté portuaire de la Jamaïque "JamaicaPCS" est une plate-forme en ligne qui optimise et automatise de nombreux processus portuaires et logistiques et permet aux parties prenantes publiques et privées d'échanger des renseignements de manière sécurisée et fiable.

1.50. Sur le plan administratif, les réformes de facilitation des échanges menées par la Jamaïque, y compris dans le domaine de la facilitation du commerce numérique, sont dirigées par l'Équipe spéciale nationale chargée de la facilitation des échanges, qui rassemble des représentants des secteurs public et privé. Une fois établie, l'Équipe spéciale a élaboré la feuille de route nationale sur la facilitation des échanges, qui a été approuvée par le Cabinet en 2016. Malgré les progrès notables accomplis ces dernières années et l'engagement global du gouvernement jamaïcain concernant la facilitation des échanges, des lacunes et difficultés subsistent. D'après le rapport régional établi par la CEPALC en 2021 sur la facilitation du commerce numérique et durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, il s'agit d'une tendance commune à la plupart des pays de la région. La réforme législative fait partie des domaines nécessitant une attention immédiate. Lorsque l'on s'efforce de faciliter les échanges en mettant en place des portails en ligne et d'autres initiatives, la législation doit suivre ces évolutions. Cette question, soulevée lors de notre session spécifique sur le cadre juridique et réglementaire, demeure importante et a été mise en avant dans la communication du Royaume-Uni publiée sous la cote WT/GC/W/870. Nous remercions le Royaume-Uni pour cette communication, qui est en cours d'examen dans la capitale. En outre, il convient de souligner la question de l'analyse des données, car il ressort des données d'expérience nationales que la capacité d'analyser les données en temps réel et de mesurer de manière adéquate et chiffrée les conséquences des portails commerciaux en ligne est très limitée. La question du développement des ressources humaines et du renforcement des capacités ne saurait être surestimée, car les systèmes susmentionnés nécessitent une expertise technique et un appui à la gestion du changement, pour que la transition vers un système sans papier et plus efficace s'effectue sans heurts.

1.51. Madame la Facilitatrice, l'OMC a certainement la possibilité d'aider les pays en développement à améliorer la facilitation du commerce numérique. Par le biais du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges, l'OMC devrait continuer à dialoguer avec des partenaires tels que la Banque mondiale afin d'obtenir des financements supplémentaires, en particulier pour la mise en œuvre des dispositions de la catégorie C. L'OMC devrait également intensifier sa collaboration avec la CNUCED afin de renforcer le soutien accordé aux pays en développement pour le maintien de leur Équipe spéciale nationale chargée de la facilitation des échanges ou d'autres mécanismes ainsi que pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies/plans d'action nationaux. Au niveau régional, nous avons par le passé bénéficié d'ateliers sur la mise en œuvre de l'AFE qui étaient axés, entre autres, sur les obligations de notification, et visaient à aider les Membres à présenter en temps utile leurs notifications au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC. Compte tenu de l'expérience de la pandémie de COVID-19 et de l'évolution rapide vers un commerce sans papier, l'organisation d'un autre atelier de ce type, principalement axé sur la facilitation du commerce numérique, pourrait être envisagée. La Jamaïque remercie Singapour pour son exposé et sa contribution toujours utile aux discussions. Nous avons pris note de l'initiative Trade Trust ainsi que de l'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs et nous continuerons d'échanger avec la délégation sur la façon dont le système a été mis au point. La Jamaïque remercie également le Royaume-Uni, le Brésil et les autres délégations d'avoir fait part de leur expérience. L'OMC demeure l'enceinte idéale pour l'échange de données d'expérience sur ces questions entre les Membres, et il est essentiel que l'Organisation soutienne les Membres, conformément à son mandat, et collabore avec d'autres parties prenantes. Pour conclure, Madame la Facilitatrice, la Jamaïque s'associe à la déclaration prononcée par Trinité-et-Tobago au nom du Groupe de la CARICOM.

1.52. Le représentant de l'Indonésie a prononcé la déclaration suivante:

1.53. Je vous remercie, Madame la Facilitatrice d'avoir convoqué cette réunion. Nous apprécions également les exposés instructifs présentés par Singapour, le Royaume-Uni et le Brésil. Tout

d'abord, Madame la Facilitatrice, au vu de l'essor du commerce numérique et pour pouvoir y participer à l'échelle mondiale, le gouvernement indonésien s'emploie à faciliter le commerce numérique et les transactions électroniques pour sa population. À cet égard, nous avons considérablement progressé dans la mise en œuvre des réglementations facilitant le commerce numérique et les transactions électroniques. Notre gouvernement reconnaît qu'il est important d'instaurer un environnement favorable à l'innovation, au commerce électronique et aux transactions numériques sécurisées. La mise en œuvre de notre Feuille de route nationale pour le commerce électronique et la publication du Règlement gouvernemental n° 80/2019 sur le commerce électronique sont des piliers de notre démarche de facilitation du commerce numérique. Par le biais de cette réglementation, nous avons établi un cadre juridique solide qui garantit la protection des consommateurs, la confidentialité des données et la cybersécurité. En adoptant les meilleures pratiques internationales, nous avons renforcé la confiance à l'égard des transactions en ligne, ce qui a sensiblement contribué au développement de notre économie numérique. En outre, notre collaboration avec les parties prenantes, y compris les agents du secteur et la société civile, joue un rôle crucial dans la définition de politiques et réglementations efficaces.

1.54. Madame la Facilitatrice, dans le cadre de la facilitation du commerce numérique, nous avons retiré de précieux enseignements. Premièrement, une infrastructure numérique globale est essentielle au bon déroulement des transactions électroniques. Dans tout notre archipel, vaste et diversifié, nous investissons massivement pour améliorer la connectivité à large bande, augmenter la couverture des réseaux mobiles et réduire la fracture numérique. Notre expérience nous a appris qu'il est indispensable d'établir des fondements numériques solides pour favoriser une croissance inclusive et s'assurer que personne ne soit laissé de côté. Deuxièmement, nous reconnaissons l'importance du renforcement des capacités et de la culture numérique. Nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives pour améliorer les compétences numériques de notre population, y compris le programme "Digital Talent Scholarship" et des collaborations avec des établissements d'enseignement et le secteur privé. En dotant les individus et les entreprises de compétences numériques, nous leur permettons d'exploiter pleinement les avantages du commerce numérique et de participer activement au marché mondial. Ces politiques ont favorisé l'essor de jeunes entreprises innovantes, la croissance du secteur du commerce électronique et l'augmentation du commerce numérique transfrontières. Nos réussites, comme le développement des produits indonésiens sur les marchés internationaux grâce aux plates-formes numériques, illustrent le pouvoir de transformation du commerce numérique.

1.55. Madame la Facilitatrice, pour aborder cette question, l'OMC peut commencer par se concentrer sur les éléments les plus simples à mettre en œuvre, par exemple, donner la priorité aux initiatives de renforcement des capacités adaptées aux besoins des pays en développement et des PMA. Il peut s'agir de programmes de formation, d'ateliers et d'activités d'assistance technique axés sur le renforcement de l'infrastructure numérique, l'amélioration des compétences numériques et l'élaboration de cadres réglementaires efficaces. L'Organisation peut aussi lancer des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les avantages de la facilitation du commerce numérique et des transactions électroniques. En mettant en lumière les exemples de réussites, en démontrant le potentiel que cela présente en matière de croissance économique et de création d'emplois, et en clarifiant les malentendus fréquents, l'OMC peut susciter l'enthousiasme et l'adhésion des décideurs, des entreprises et du grand public à l'égard des initiatives liées au commerce numérique. Pour conclure, Madame la Facilitatrice, la délégation indonésienne réaffirme sa détermination à faciliter encore davantage le commerce numérique et les transactions électroniques. Nous reconnaissons l'importance de la collaboration entre les pays, de l'échange de meilleures pratiques et de la création d'un environnement réglementaire favorable. En exploitant le potentiel des technologies numériques, nous pouvons rendre l'économie mondiale plus inclusive et prospère.

1.56. La représentante de la Thaïlande a prononcé la déclaration suivante:

1.57. Pour commencer, nous souhaitons saluer les efforts que vous avez fournis pour organiser les discussions spécifiques ces derniers mois, durant lesquelles nous avons pu avoir des échanges constructifs et constater la participation active des Membres. S'agissant du sujet qui nous intéresse aujourd'hui, la Thaïlande remercie le Royaume-Uni, Singapour et le Brésil pour leurs communications et leurs présentations. Il s'agit d'un document très utile pour notre discussion, que ma capitale examine actuellement avec grand intérêt. Aujourd'hui, nous souhaitons présenter brièvement la façon dont nous envisageons la facilitation du commerce numérique en réponse aux besoins et attentes des entreprises, ainsi que dans la conjoncture actuelle du commerce mondial. L'année dernière, la Thaïlande a lancé la Plate-forme nationale pour le commerce numérique (NDTP), une

initiative menée par le secteur privé en collaboration avec le Bureau de la Commission de développement du secteur public et le Ministère de l'économie et de la société numériques, dans le but d'accroître l'efficacité des transactions transfrontières ainsi que d'améliorer l'accès au financement, en particulier pour les PME. Cette plate-forme sera un outil très utile pour améliorer et simplifier les processus d'exportation et d'importation de bout en bout, qui permettra de rendre les procédures plus simples, plus pratiques et plus rapides tout en réduisant les coûts. En étant en contact avec les organismes pertinents, les entreprises peuvent se contenter de soumettre un document sur la NDTP au lieu de le transmettre à différents services gouvernementaux. En outre, la NDTP renforce la responsabilité et la transparence des entreprises puisqu'elle permet de convertir des documents au format papier en fichiers électroniques vérifiables et traçables.

1.58. Cependant, ce projet, qui compte au total cinq phases de développement pour améliorer les caractéristiques et les fonctionnalités de la plate-forme, est encore en phase pilote. La première phase de mise en œuvre comprend la numérisation de divers documents commerciaux comme les bons de commande, les factures, la liste de colisage, les documents de transport tels que les connaissements et les lettres de transport maritime, qui sera réalisée conformément aux normes du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU). La première phase inclut également la vérification de l'authenticité des documents justificatifs requis pour obtenir un financement des banques. Actuellement, nous testons également l'intégration de la NDTP avec certains systèmes analogues comme TradeWalt au Japon et la Plate-forme commerciale en réseau (NTP) à Singapour. La mise en œuvre de cette plate-forme ne fait que commencer et il reste beaucoup à faire pour que nous puissions en tirer le meilleur parti, mais la discussion d'aujourd'hui nous a permis de tirer des enseignements de l'expérience des Membres. Ces enseignements ont été très utiles à notre processus de développement et nous permettront de faire en sorte que la NDTP facilite les activités de commerce numérique et offre des possibilités aux entreprises, petites ou grandes.

1.59. Le représentant du Taipei chinois a prononcé la déclaration suivante:

1.60. Nous apprécions les exposés présentés par Singapour, le Royaume-Uni et le Brésil sur la facilitation du commerce numérique. En ce qui nous concerne, notre gouvernement met activement en œuvre un plan global appelé "DIGI+", qui comprend une série de mesures visant à encourager le commerce numérique, notamment par l'établissement de plates-formes de services numériques, la promotion du commerce électronique transfrontières et le renforcement de la sécurité des données. Parmi ces mesures, on peut citer la mise en œuvre du système de dédouanement électronique, qui permet aux entreprises de présenter leurs déclarations en douane par voie électronique et de réduire ainsi les délais et coûts associés aux procédures traditionnelles basées sur le papier. En outre, notre Administration des douanes a lancé une plate-forme s'appuyant sur la chaîne de blocs pour les transactions transfrontières. En collaboration avec une alliance d'entreprises régionale appelée l'Alliance panasiatique pour le commerce électronique (PAA), nous nous efforçons d'accroître l'interopérabilité dans les chaînes de blocs. Les négociants, les entreprises de logistique et les organismes gouvernementaux peuvent ainsi transmettre et vérifier des documents commerciaux en toute sécurité, en utilisant cette plate-forme transfrontières basée sur la chaîne de blocs. En conclusion, nous accordons une grande importance à la promotion de la facilitation du commerce numérique. Reconnaisant que cette question peut recouper d'autres sujets abordés auparavant, comme la protection des données, l'infrastructure numérique et les cadres réglementaires, nous espérons approfondir ces discussions et appelons à adopter une approche pragmatique en vue de la CM13.

1.61. La représentante de l'Union européenne a prononcé la déclaration suivante:

1.62. Merci, Madame la Facilitatrice, d'avoir organisé cette session, dans le contexte de votre plan pour la relance du Programme de travail sur le commerce électronique, en vous concentrant sur les priorités, possibilités et défis liés au commerce électronique qui intéressent particulièrement les pays en développement. L'UE pense qu'il est extrêmement utile et important pour tous les Membres, développés et en développement, d'échanger les meilleures pratiques sur différents aspects de la l'amélioration du fonctionnement des économies et du commerce numériques, et de s'attaquer aux défis qui en découlent. Aujourd'hui, nous nous intéressons à un autre sujet pertinent pour la facilitation du commerce numérique ou électronique, à savoir la facilitation des transactions électroniques. Ce thème complète bien la discussion précédente tenue lors de notre dernière session spécifique sur l'importance de l'environnement douanier en franchise de droits lié aux transmissions électroniques que garantit le moratoire de l'OMC sur le commerce électronique. Les cadres

réglementaires et les instruments de politique facilitant les transactions électroniques sont des éléments essentiels au bon fonctionnement des économies et du commerce numériques. De nombreux éléments spécifiques relevant de ce vaste sujet pourraient être abordés, mais nous souhaitons en mentionner deux que l'UE juge essentiels, à savoir la facilitation de l'utilisation des signatures électroniques et des factures électroniques, dans le cadre des transactions électroniques, mais aussi du commerce en général.

1.63. Les signatures électroniques constituent une méthode d'identification sûre et fiable pour le signataire durant une transaction. L'accès à des outils de signature électronique ayant la même valeur juridique qu'une signature manuscrite est essentiel pour faciliter le commerce numérique transfrontières, et ces outils sont particulièrement importants car ils représentent un moyen peu onéreux de garantir la sécurité juridique pour les particuliers et les entreprises (en particulier les MPME) dans les pays en développement. En 1999, l'UE a introduit pour la première fois un texte législatif sur les signatures électroniques, qui les reconnaît légalement et en simplifie l'utilisation. L'objectif était notamment de favoriser la fourniture efficace de services publics par voie électronique et le développement de transactions électroniques sûres. À l'époque, aucune technologie spécifique n'était identifiée. À présent, notre législation est beaucoup plus large. En 2014, le règlement eIDAS sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur de l'UE a été adopté. Il est entré en vigueur en 2016. Ce règlement garantit la sécurité juridique pour l'utilisation transfrontières des signatures électroniques (pour les particuliers) et des cachets électroniques (pour les entreprises), des horodatages, des services de fourniture électronique (pour les certificats) et des certificats d'authentification de sites Web. Ce règlement a permis une harmonisation paneuropéenne des signatures électroniques, tout en garantissant que les documents électroniques ne pourraient se voir refuser un effet juridique au seul motif qu'ils se présentent sous forme électronique. L'UE modifie actuellement son règlement sur l'identification électronique et les services de confiance électronique pour que les citoyens et les entreprises puissent adopter et utiliser plus facilement les moyens d'identification et de signature électroniques. Le Programme d'action pour la décennie numérique de l'UE propose que, d'ici à 2030, tous les citoyens de l'Union aient accès à des moyens sûrs d'identification électronique reconnus dans toute l'Union, qui permettent aux utilisateurs de contrôler totalement les transactions impliquant leur identité et le partage de leurs données personnelles.

1.64. Toutefois, l'objectif n'est pas uniquement de faciliter le commerce numérique au sein de l'UE. L'UE coopère activement avec des pays tiers et des organisations internationales dans le domaine des signatures électroniques, des autres services de confiance et des identités électroniques. Les objectifs de la collaboration avec les pays tiers sont d'échanger des vues sur les différentes technologies et politiques utilisées et, si possible, d'œuvrer à l'interopérabilité et au support mutuel des services de confiance électronique, ou d'aider à l'élaboration de systèmes d'identité électronique dans ces pays tiers. Ces travaux peuvent aboutir à des projets ayant une application concrète, comme les outils récemment adoptés pour valider les signatures électroniques avancées provenant d'Ukraine ou de Moldova, ou à des projets pilotes ou expérimentaux démontrant la faisabilité technique de l'échange de documents sur la base de cachets électroniques, comme dans le cas d'un projet récent réalisé avec le Japon. L'UE est membre du groupe E-Leaders et du Groupe thématique sur les identités numériques de l'OCDE et a participé activement à l'approbation d'une loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance élaborée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

1.65. L'utilisation des factures électroniques est un autre élément clé qui, de notre point de vue, permet aux entreprises d'améliorer leur efficacité et leurs résultats économiques en simplifiant les processus de production et les opérations, en limitant les erreurs, en accélérant les processus et en contribuant à la réduction des déchets. L'élaboration de normes communes ou interopérables concernant les factures électroniques – ce qu'a fait l'UE – facilite le commerce transfrontières et contribue à abaisser les coûts et réduisant la nécessité de disposer de plusieurs systèmes, ce qui bénéficie particulièrement aux MPME. La politique européenne en matière de facturation électronique se base sur une directive de 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. Cette directive a abouti à l'élaboration d'une norme européenne commune sur la facturation électronique (EN 16931), qui a été publiée par le Comité européen des normes (CEN) en 2017 et définit le contenu d'une facture électronique et les règles y relatives, permettant le traitement automatisé des factures. La directive facilite l'utilisation des factures électroniques par les opérateurs économiques fournissant des biens, travaux et services aux administrations publiques, en harmonisant la mise en œuvre technique et en simplifiant les processus opérationnels. Elle prescrit à toutes les administrations publiques de l'UE d'accepter et de traiter les factures électroniques

conformes à la norme de l'UE en la matière et émises dans le cadre de contrats auxquels s'appliquent les directives de l'UE relatives aux marchés publics.

1.66. En plus d'être appliquée aux marchés publics dans l'UE depuis 2020, la norme sur la facturation électronique est aussi fortement utilisée par le secteur privé dans le cadre des achats d'entreprise à entreprise. Cela devrait s'accroître dans les années à venir, sous l'effet de l'initiative "La TVA à l'ère du numérique", qui vise à rendre la facturation électronique obligatoire pour les transactions interentreprises nationales et internationales d'ici à 2028. L'intégration des processus numériques peut générer d'immenses avantages, en particulier l'interopérabilité des spécifications en matière de facturation électronique. Une norme volontaire commune ou interopérable sur la facturation encouragera l'adoption de processus opérationnels automatisés et interopérables. S'agissant de la coopération internationale en matière de facturation électronique, la norme de l'UE EN 16931 sur la facturation électronique a été adaptée pour être utilisée au niveau international par l'association OpenPeppol, une organisation à but non lucratif, qui exploite le modèle de facture Peppol International (PINT). Ce modèle est compatible avec la norme de l'UE mais applique des extensions pour les pays non membres de l'UE. À ce jour, Singapour, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon participent à OpenPeppol et utilisent le modèle de facture PINT. La Malaisie a engagé le processus de participation à OpenPeppol. Nous restons disposés à fournir à tout Membre des renseignements complémentaires sur ce sujet ou d'autres sujets pertinents, et à étudier les autres possibilités de coopération. Nous sommes disposés à examiner les difficultés que les pays en développement peuvent rencontrer quand ils créent leurs cadres réglementaires dans ce domaine et souhaitent apporter une réponse à cette situation, y compris les besoins en matière de renforcement des capacités.

1.67. Pour conclure, l'UE attend avec intérêt l'atelier prévu les 1^{er} et 2 juin 2023 avec les organisations internationales et espère tenir d'autres discussions approfondies dans le cadre des sessions spécifiques, y compris sur les sujets déjà abordés cette année au titre du Programme de travail en vue de la CM13. Nous apprécierions aussi de recevoir des contributions du secteur privé et des universités à ces discussions, car nous pensons que leurs éclairages et analyses permettraient une meilleure compréhension des questions à l'examen et l'obtention d'avantages concrets.

1.68. Le représentant du Japon a prononcé la déclaration suivante:

1.69. Nous vous exprimons notre reconnaissance d'avoir convoqué la session spécifique d'aujourd'hui et de n'avoir cessé de faire preuve d'esprit d'initiative dans l'orientation de nos discussions. Nous remercions également Singapour, le Royaume-Uni et le Brésil d'avoir soumis des propositions et présenté des exposés. De notre point de vue, l'important en matière de facilitation du commerce numérique et de facilitation des transactions électroniques, c'est la façon dont nous pouvons promouvoir la numérisation et la simplification des documents, des manuels ou des processus liés à divers aspects du commerce ou des transactions. La numérisation de ces documents et processus faciliterait la tâche de divers acteurs en matière de commerce extérieur et de transactions internationales, et entraînerait une réduction des coûts associés. Aujourd'hui, l'envoi et la réception transfrontières de tous les documents numériques ou données liés au commerce devraient se faire sans encombre. Plus particulièrement, la numérisation des procédures douanières ou contractuelles permettrait aux MPME de se concentrer davantage sur les éléments essentiels de leurs propres activités, de sorte que ces entreprises, qui disposent généralement de ressources humaines et financières limitées, puissent tirer pleinement parti du commerce électronique. Selon nous, la facilitation du commerce numérique et la facilitation des transactions électroniques comptent trois éléments importants. Premièrement, l'équivalence juridique entre les documents papier et les documents numérisés: nous pensons qu'il est important de veiller à ce que les documents numérisés soient traités de la même manière que ceux établis sur support papier, en particulier du point de vue des effets juridiques, au titre des cadres juridiques nationaux. Deuxièmement, il convient de garantir l'authenticité et la non-répudiation des documents numérisés, ainsi que la prévention technologique de la modification non autorisée de ces données ou documents, ce qui permettrait de fonder la confiance dans les procédures commerciales ou administratives liées au commerce international. Troisièmement, l'authentification des correspondants dans le cas de la transmission et de la réception en ligne de documents: il est de la plus haute importance de veiller à ce que les expéditeurs et destinataires effectifs des documents ou données en ligne soient véritablement les personnes initialement concernées. Ces trois éléments sont importants pour améliorer la prévisibilité et la stabilité de la facilitation du commerce numérique, en particulier pour les parties prenantes qui envoient et reçoivent ce type de documents numérisés ou interviennent

dans les échanges commerciaux et les transactions, y compris les autorités douanières, les services administratifs et les entreprises.

1.70. Nos accords commerciaux contiennent quelques précédents en matière de facilitation du commerce numérique et de facilitation des transactions électroniques, comme les dispositions sur le commerce sans papier, le cadre pour les transactions électroniques et l'authentification et les signatures électroniques. En règle générale, ces accords disposent que les documents numérisés doivent être traités de la même manière que ceux établis sur support papier et que les systèmes ou cadres doivent être interopérables; nous garantissons donc certains principes de base de la facilitation du commerce numérique et de la facilitation des transactions électroniques au moyen d'accords entre les gouvernements nationaux. Cependant, nous pensons que des critères ou prescriptions plus détaillés sont nécessaires afin de parvenir à une numérisation harmonisée parmi les acteurs de tous les pays. À cet égard, nous percevons l'importance croissante que revêtent les normes internationales. Par exemple, dans le domaine de la facturation électronique, le Japon a mis au point, promu et instauré "JP PINT", une norme nationale fondée sur la norme mondiale pertinente en la matière, connue sous le nom de "PEPPOL" ("Pan European Public Procurement Online"). La diffusion de ce type de facturation électronique vise à promouvoir la numérisation des activités de soutien administratif des entreprises. Dans ce domaine, la numérisation vise non seulement à convertir des factures papier données au format numérique, mais aussi à remplacer autant que possible les diverses tâches analogues associées à la facturation, comme l'envoi de ces documents à d'autres parties, leur saisie dans des logiciels de comptabilité et la réalisation de transferts d'argent. Nous souhaiterions également faciliter l'interopérabilité et l'interconnexion avec les entreprises d'autres pays en faisant de la norme mondiale PEPPOL une base pour des normes nationales, de façon à pouvoir créer un environnement dans lequel la facturation électronique serait utilisée harmonieusement, en particulier par les petites et moyennes entreprises japonaises qui participent à des transactions mondiales.

1.71. En outre, nos accords commerciaux antérieurs contiennent des dispositions relatives à l'authentification et aux signatures électroniques qui garantissent généralement qu'une partie ne peut nier la validité juridique d'une signature au seul motif que celle-ci est électronique. En règle générale, elles prévoient également qu'aucune partie ne puisse interdire aux personnes participant à une transaction électronique de déterminer d'un commun accord les méthodes d'authentification électronique ou la signature électronique appropriées pour cette transaction. S'agissant du cadre pour les transactions électroniques, le cadre juridique du Japon est dans l'ensemble conforme à la Loi type de la CNUDCI de 1996 sur le commerce électronique. Nous avons donc également des dispositions qui visent à instaurer un cadre juridique régissant les transactions électroniques conformément aux principes énoncés dans la Loi type de la CNUDCI. Pour résumer, nous avons garanti la validité juridique des documents numérisés et l'interopérabilité des systèmes ou des cadres pour les personnes participant à une transaction, principalement dans le contexte d'accords commerciaux. Par ailleurs, nous nous appuyons sur certaines normes techniques internationales ou lois types conçues par des experts issus d'entreprises privées ou d'autres organisations intergouvernementales pour ce qui est des dispositifs effectifs spécifiques de facilitation du commerce numérique et de facilitation des transactions électroniques. Nous comprenons bien que nos discussions portent sur les fonctions concrètes que l'OMC pourrait assurer dans le domaine du commerce électronique et, selon nous, il pouvait être utile de mentionner cette démarche comme l'un des modèles possibles.

1.72. Le représentant des États-Unis a prononcé la déclaration suivante:

1.73. Les États-Unis se félicitent des discussions tenues aujourd'hui sur la facilitation du commerce numérique et la facilitation des transactions électroniques et ont beaucoup apprécié l'échange de données d'expérience et de vues tenu aujourd'hui. Les États-Unis reconnaissent le rôle important que l'adoption des technologies numériques peut jouer dans l'amélioration de la facilitation des échanges et des transactions, en particulier pour ce qui est de la participation des petites entreprises au commerce international, car cela permet de réduire nettement les coûts des transactions. Dans le cadre de leurs pratiques commerciales, les États-Unis établissent des disciplines garantissant que les parties aux accords adoptent des mesures en faveur de la facilitation des transactions électroniques qui soient conformes à la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique. Cette loi type, ainsi que d'autres directives pertinentes comme la Loi type sur les documents transférables électroniques, garantissent la prévisibilité juridique dans des domaines d'importance pour le commerce numérique, comme les signatures et l'authentification électroniques, les contrats électroniques et les documents transférables électroniques. Dans le cadre des accords de

libre-échange des États-Unis, les pratiques relatives à l'authentification et aux signatures électroniques sont axées sur des règles simples mais importantes: i) les parties à une transaction électronique devraient être en mesure de déterminer d'un commun accord les moyens appropriés d'authentifier ladite transaction; ii) les parties à une transaction devraient avoir la possibilité d'établir auprès des autorités compétentes la conformité de leur transaction avec les prescriptions juridiques applicables; et iii) les parties ne nieront pas la validité juridique d'une signature au seul motif du format électronique de celle-ci. Ces mêmes principes clés se retrouvent dans la législation des États-Unis.

1.74. Ces règles ont notamment comme caractéristique essentielle de ne pas prescrire l'utilisation de technologies particulières. Les parties à une transaction sont les mieux placées pour déterminer quelle technologie d'authentification est appropriée pour leur opération. Le principe de la neutralité technologique est également clairement énoncé dans les objectifs des Lois types de la CNUDCI sur le commerce électronique et les signatures électroniques, qui encouragent l'innovation dans le domaine des technologies d'authentification. Ces mesures visent à garantir que les petites entreprises soient en mesure de tirer parti des technologies numériques, ce qui améliore l'efficacité et la sécurité de leurs opérations. Les pratiques commerciales des États-Unis dans ces domaines mettent aussi l'accent sur la participation des parties prenantes à l'élaboration des cadres régissant les transactions électroniques. La participation inclusive est un élément clé pour faire en sorte que les politiques commerciales élaborées facilitent le commerce numérique transfrontières, offrent des possibilités et permettent de relever les nouveaux défis, restent durables et équitables, et corrigent les lacunes des politiques communes antérieures, à savoir leur incapacité à instaurer un dialogue avec les communautés qui seront affectées par ces décisions. Le recours aux technologies numériques dans le domaine de la facilitation des échanges est également important pour concrétiser la promesse du commerce numérique. L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges améliore les processus et procédures pour ceux qui trouvent des clients et vendent des marchandises sur Internet. Il contient de nombreux éléments encourageant ou exigeant le recours aux technologies dans le cadre des procédures douanières.

1.75. Le représentant du Cambodge a prononcé la déclaration ci-après:

1.76. Ma délégation souhaiterait faire part de quelques renseignements relatifs à la facilitation du commerce numérique s'agissant du soutien au commerce électronique transfrontières prenant la forme de petits colis envoyés par des PME. Madame la Facilitatrice, les activités de commerce électronique ont affiché une nette tendance à la hausse du fait des avancées technologiques et numériques, ce qui a entraîné un essor du commerce transfrontières de petits colis. Dans ce domaine, ce sont en général des PME qui participent aux exportations et aux importations. Au Cambodge, nous cherchons à promouvoir le commerce électronique mondial et à y prendre part, en particulier en renforçant la capacité de nos MPME de se saisir des possibilités toujours plus nombreuses qui émanent de ces activités. Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons vécu des perturbations des activités sociales et économiques quotidiennes, et les chaînes d'approvisionnement et les moyens de subsistance de l'ensemble de la population ont également été touchés. Les entreprises qui participent au commerce électronique ont connu une hausse rapide des achats en ligne. La flambée de COVID-19 a mis en évidence un autre avantage du commerce sans papier: le commerce "sans contact". En effet, le commerce sans papier réduit considérablement le besoin d'interactions entre êtres humains, ce qui facilite grandement la poursuite des échanges quand un nombre croissant de gouvernements demandent aux gens de rester chez eux pour limiter autant que possible la propagation du virus. Pour ce qui est du commerce électronique transfrontières, les services postaux et l'administration des douanes sont deux acteurs essentiels, au premier plan de l'image du Cambodge dans les chaînes commerciales. Le réseau postal permet aux MPME de participer au commerce électronique en leur donnant des moyens abordables et directs d'expédier des marchandises aux clients et en réduisant la nécessité d'interagir avec des distributeurs, des courtiers en douane et des détaillants.

1.77. L'augmentation rapide des volumes des expéditions dans le cadre du commerce électronique transfrontières s'accompagne d'un certain nombre de défis pour les autorités douanières, qui doivent veiller à une mainlevée et à un dédouanement rapides tout en assurant une gestion des risques liés à la sûreté et à la sécurité, un recouvrement efficace des recettes et des analyses statistiques. Compte tenu de cette situation, le Cambodge cherche à intensifier l'adoption et la mise en place de TIC modernes dans le cadre des processus douaniers et des services postaux liés aux expéditions, en particulier pour ce qui est des données électroniques préalables – soit l'échange, entre le système ASYCUDA World du Département général des douanes et accises et le système de déclaration en

douane (CDS) de la poste cambodgienne, de renseignements normalisés concernant la déclaration d'envois postaux. Le perfectionnement de l'échange de renseignements relatifs aux expéditions par voie électronique est essentiel pour la facilitation du commerce transfrontières. Le manque de données électroniques préalables pose également des difficultés pour faire avancer les engagements pris par le Cambodge au titre de l'article 7.1 et 7.4 de l'AFE de l'OMC sur le traitement avant arrivée et la gestion des risques. Pour le gouvernement, la perte de recettes douanières est sérieusement à craindre en l'absence de système de gestion des risques avancé et efficace. Sans intégration entre le CDS et ASYCUDA World, l'avis avant expédition émis par les douanes cambodgiennes concernant les envois postaux sortants ne peut être transmis à l'avance aux autorités de destination, qui doivent donc renforcer leurs contrôles à l'importation. Il en résulte des pressions concurrentielles qui s'accroissent sur les exportations de petits colis en provenance du Cambodge. En outre, les exportateurs cambodgiens risquent de voir leurs envois postaux renvoyés ou détruits en raison de mesures de sécurité et de sûreté imposées par certains pays de destination, en particulier les États-Unis, l'UE, la Chine et l'Australie, du fait des règles et des prescriptions réglementaires relatives aux données électroniques préalables.

1.78. Dans ce contexte, l'initiative "Améliorer le commerce électronique des petits colis pour les PME" (SeT4SME), lancée par l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, est mise en œuvre par Swisscontact en collaboration avec le Ministère du commerce, dans le cadre d'un projet soutenu par le Cadre intégré renforcé et intitulé "Go4eCAM", et en partenariat avec le Département général des douanes et accises du Cambodge, la poste cambodgienne et l'UPU, la CNUCED et l'Association des entrepreneuses cambodgiennes (CWEA). Avec ce projet, le Cambodge cherche à améliorer ses résultats commerciaux et à stimuler une croissance inclusive par l'amélioration de la mise en œuvre de la facilitation des échanges, en apportant plus de transparence aux pratiques commerciales, et par la réduction des délais et des coûts du commerce transfrontières, en mettant l'accent sur les envois de petits colis. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre à disposition et d'utiliser des données électroniques préalables en numérisant les processus douaniers associés aux petits colis envoyés par la poste ainsi qu'en renforçant les capacités des principales parties prenantes, en particulier les MPME qui souhaitent envoyer des marchandises à l'international et accroître leurs capacités d'exporter des petits colis. Cette initiative illustre l'une des dimensions du développement des PMA. Elle ne peut être menée à bien que si les partenaires de développement et les donateurs prévoient davantage d'assistance financière et technique, ainsi que de programmes de renforcement des capacités, afin de promouvoir le recours au commerce électronique et de concrétiser les politiques et les projets dans ce domaine. Dans ce contexte, le pouvoir de mobilisation de l'OMC est essentiel en vue de réunir toutes les parties prenantes pour trouver des moyens de soutenir les PMA dans tous ces domaines qui présentent des défis pour eux, y compris la facilitation du commerce numérique.

1.79. La représentante de la République de Corée a prononcé la déclaration suivante:

1.80. Permettez-moi de m'associer aux autres délégations pour exprimer ma reconnaissance à nos collègues de Singapour, du Brésil et du Royaume-Uni qui ont fait part de leurs idées et d'exemples d'efforts menés en matière de facilitation des échanges. Du point de vue coréen, nous pensons, après avoir été témoins de l'augmentation rapide du nombre de transactions numériques nationales et transfrontières au cours de ces dernières années, que le commerce et les transactions numériques sont directement liés à la compétitivité industrielle du pays. À cet égard, comme nous l'avons déjà mentionné lors de la dernière session spécifique sur le cadre juridique et réglementaire, la Corée élabore les cadres réglementaires nécessaires afin de renforcer et de garantir la transparence et la confiance des consommateurs, ainsi que des mesures permettant aux entreprises de recourir et de prendre part aux transactions numériques de manière efficace et rentable. Nous avons appris que la communication avec les branches de production nationales et les partenaires commerciaux était d'une importance primordiale, car elle permet de mieux comprendre ce dont nous avons besoin pour établir des cadres réglementaires efficaces et cohérents qui accompagneront la poursuite de la facilitation et de l'essor des transactions numériques. Nous avons aussi constaté que, compte tenu de la nature évolutive des technologies en question, le besoin d'experts en transactions numériques issus des secteurs industriels et des milieux universitaires se faisait de plus en plus sentir. La Corée est convaincue que c'est vers ce but que nous devons continuer de tendre pour ne pas se laisser distancer par les progrès technologiques. Pour répondre à ce besoin, le gouvernement coréen a créé un programme d'études supérieures, dans les universités, consacré au commerce numérique. La Corée mène également divers programmes de formation destinés à des travailleurs spécialisés dans le domaine afin de renforcer encore leurs capacités et de leur faire connaître les normes internationales.

1.81. La Corée tient aussi à collaborer avec d'autres pays afin de promouvoir les transactions numériques et de créer de meilleures conditions en faveur d'un cadre mondial pour le commerce numérique. Depuis 2015, elle met à disposition son système de guichet unique électronique et propose des services de conseils y relatifs dans le cadre de projets d'aide publique au développement qui aident les pays en développement à numériser et à moderniser les procédures de dédouanement. Jusqu'ici, 16 pays ont bénéficié de ces projets. Afin de contribuer au renforcement des capacités des autorités concernées, la Corée a invité plus de 1 800 experts de pays en développement à participer à des programmes de formation portant par exemple sur les compétences en matière de gestion des risques et la mise en place de cadres réglementaires dans le système douanier lié au commerce électronique. La Corée reste déterminée à travailler en étroite collaboration avec les autres Membres en vue de créer un cadre favorable pour le commerce numérique, qui nous permette de profiter des avantages offerts par les avancées technologiques et la facilitation des échanges.

1.82. Le représentant du Canada a prononcé la déclaration suivante:

1.83. Pour commencer, nous aimerions vous remercier d'avoir organisé ces discussions sur la facilitation du commerce numérique et la facilitation des transactions électroniques au titre du Programme de travail sur le commerce électronique. Le Canada est heureux de faire part de son avis sur ces questions, et il attend avec intérêt d'entendre les points de vue des autres Membres. Sur ce point, nous tenions à remercier les intervenants précédents de nous avoir fait part de leurs données d'expérience nationales dans le cadre de communications ou de déclarations. La facilitation du commerce numérique est l'un des piliers de l'approche adoptée par le Canada à ce sujet dans ses accords commerciaux, de même que l'élimination des obstacles au commerce numérique et la création d'un climat de confiance et de certitude pour les consommateurs et les entreprises dans le contexte de l'économie numérique. Nous pensons que le commerce numérique offre de nombreux avantages aux entreprises, parmi lesquels des coûts de transaction moindres, des méthodes de suivi des clients, un meilleur accès aux marchés internationaux et une meilleure pénétration sur ceux-ci. Ces avantages peuvent encore être amplifiés grâce à la facilitation – et, selon nous, les moyens d'y parvenir sont divers. Tout d'abord, l'interdiction des droits de douane sur les transmissions électroniques est une technique essentielle de facilitation du commerce numérique. Au moyen du moratoire de l'OMC relatif aux droits de douane et des engagements pris au titre de leurs accords de libre-échange, le Canada et ses partenaires commerciaux offrent une plus grande prévisibilité aux entreprises et aux consommateurs qui effectuent des échanges en ligne s'agissant des futurs coûts associés à ces activités. Reconnaisant l'importance croissante que revêt le commerce électronique, le Canada et d'autres Membres ont cherché, ces dernières années, à prendre des mesures pour faire progresser les travaux de l'OMC dans ce domaine. On peut par exemple citer les travaux visant à transformer le moratoire temporaire relatif aux droits de douane en interdiction permanente qui serait imposée par tous les Membres de l'OMC. Nous avons également travaillé avec 88 autres Membres de l'OMC sur l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique, qui contient des propositions liées aux droits de douane. L'économie des services continuant de se développer et de se transformer au gré des avancées technologiques, les parties prenantes du monde entier ont soutenu cet engagement à l'OMC et dans les accords de libre-échange – en particulier les MPME. Ces parties prenantes reconnaissent également que cet engagement confère prévisibilité et certitude au commerce en ligne. Nous avons eu des échos de la même teneur lors d'exposés présentés à l'OMC par des entreprises ainsi que d'autres Membres.

1.84. Un autre aspect de la facilitation du commerce numérique et des transactions électroniques consiste selon nous à chercher à obtenir des engagements dans les domaines de l'authentification et des signatures électroniques, du cadre pour les transactions électroniques et de la coopération. Le principe fondamental de ces engagements est que les parties à une transaction électronique devraient être libres de déterminer d'un commun accord les méthodes d'authentification ou les signatures appropriées pour cette transaction. S'agissant des signatures électroniques, le Canada cherche à garantir que ses partenaires commerciaux ne nient pas la validité juridique de celles-ci au seul motif de leur format électronique. De notre point de vue, ces engagements écartent la menace de charges réglementaires inutiles sur les transactions électroniques et offrent une protection aux consommateurs et à leurs transactions. Les engagements relatifs au cadre pour les transactions électroniques permettent également de faciliter le commerce numérique et les transactions électroniques. Au cœur de ces engagements se trouve un accord visant à maintenir un cadre juridique national pour les transactions électroniques qui soit conforme aux principes de la Loi type de la CNUDCI de 1996 sur le commerce électronique ou de la Convention sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux des Nations Unies signée à New York le 23 novembre 2005, à savoir la non-discrimination, la neutralité technologique et l'équivalence

fonctionnelle. Le Canada reconnaît que de nombreuses questions liées au commerce numérique sont de portée internationale et ne peuvent être traitées de manière globale au moyen de seules mesures nationales. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Nous intégrons dans nos accords commerciaux des engagements de coopération visant par exemple à aider les PME à participer au commerce en ligne et à promouvoir l'accès des groupes marginalisés au commerce numérique pour qu'ils y prennent part. Aux yeux du Canada, cela profite à tous ceux qui participent au commerce électronique – et contribue à garantir que les avantages du commerce soient plus largement répartis, y compris parmi les groupes sous-représentés. Nous attendons avec intérêt de connaître les vues des autres Membres sur ces questions. Je vous remercie pour la prise en compte du point de vue du Canada à ce sujet.

1.85. Le représentant de la Malaisie a prononcé la déclaration ci-après:

1.86. La Malaisie souhaiterait remercier le Royaume-Uni, le Brésil et Singapour pour les exposés présentés à la session spécifique d'aujourd'hui. La communauté commerciale malaisienne est dynamique et elle comprend non seulement des négociants, des fabricants, des importateurs, des exportateurs, des transitaires, des courtiers maritimes, et des exploitants d'entrepôts et de dépôts, mais aussi des acteurs des transports et de la logistique, des organismes bancaires et des compagnies d'assurance. Ce réseau a également établi des liens aux niveaux régional et mondial. Sur le plan intérieur, la Malaisie utilise activement son guichet unique national, un outil de facilitation du commerce électronique entreprise-gouvernement qui est en service depuis 2009. Cette initiative du gouvernement malaisien, menée par le Ministère des finances, fait de la plate-forme un portail unique visant à faciliter les échanges et à rendre la prestation de services publics plus efficace grâce à la simplification et à l'harmonisation des processus commerciaux, au moyen de l'intégration de divers organismes gouvernementaux participant à la facilitation des échanges. Grâce au guichet unique national, les négociants peuvent transmettre leurs documents liés au commerce à divers organismes au moyen d'une seule communication électronique; ainsi, ils n'ont plus besoin de faire plusieurs envois sur support papier et les formalités administratives sont réduites. Ce système, qui comprend actuellement six services électroniques de base (ePCO, ePermit, ePermitSTA, eManifest, eDeclare et ePayment), est relié à plus de 35 organismes délivrant des permis, y compris le Ministère du commerce international et de l'industrie, plus de 50 autorités, 16 banques, 167 postes de douane, 16 régimes d'ALE et 45 000 abonnés.

1.87. Sur le plan régional, la Malaisie et tous les autres États membres de l'ASEAN se sont engagés dans une collaboration pour lancer une initiative régionale de facilitation des échanges, à savoir le guichet unique de l'ASEAN, dont le principal objectif est de mener à bien une initiative globale en matière de facilitation des échanges dans tous les pays de l'Association. Lors de la mise en place du guichet unique, les États membres de l'ASEAN ont étroitement collaboré pour permettre l'échange de documents liés au commerce harmonisés et normalisés au sein d'un système assurant l'interconnexion et l'interopérabilité entre leurs différents guichets uniques nationaux aux fins de l'échange électronique de ces documents. La Malaisie attend avec intérêt de discuter de ce sujet dans un avenir proche.

1.88. Le représentant de l'Australie a prononcé la déclaration suivante:

1.89. Il a été très utile d'en savoir plus aujourd'hui sur la situation des autres Membres, leurs priorités et les difficultés qu'ils rencontrent dans le domaine de la facilitation des échanges. Comme bon nombre de ceux qui ont déjà pris la parole, l'Australie a constaté que la numérisation offrait la possibilité d'accroître l'efficacité des transactions commerciales. Les objectifs d'interopérabilité et de simplicité ont guidé les efforts déployés par l'Australie pour progresser vers une rationalisation de l'environnement commercial transfrontières. Le gouvernement australien met actuellement en œuvre un programme de réforme pour un système commercial simplifié qui aboutira à un système commercial numérique "tout-en-un", améliorant ainsi l'expérience utilisateur des entreprises. L'Australie affiche ces objectifs lors de la négociation des chapitres relatifs au commerce numérique dans ses accords commerciaux internationaux. Comme certains l'ont évoqué cet après-midi, les dispositions pertinentes dans les accords commerciaux comprennent celles visant à promouvoir la numérisation et la simplification des documents douaniers, et celles assurant la validité juridique des signatures et des contrats électroniques. L'Australie est également déterminée à travailler avec ses partenaires de développement internationaux pour soutenir leurs efforts de réforme en matière de facilitation des échanges. Nous avons été heureux d'appuyer les programmes de renforcement des capacités de facilitation des échanges correspondants à la Banque mondiale, à l'OMC et dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges. Nous nous réjouissons de poursuivre

ces discussions et de travailler avec les autres Membres pour soutenir les efforts de facilitation des échanges dans le domaine de l'économie numérique.

1.90. La Présidente a invité le Brésil, Singapour et le Royaume-Uni à prendre la parole s'ils souhaitaient formuler une observation.

1.91. Le représentant de Singapour a prononcé la déclaration suivante:

1.92. J'aimerais faire une brève observation pour relever combien les discussions tenues plus tôt, ou le partage de données d'expérience, ont réellement souligné certains des principes communs dont nous parlons tous. Je pense que ce sont là des éléments que nous pouvons faire avancer plus concrètement dans les sessions à venir, pour reprendre ce que vient aussi d'indiquer l'UE.

1.93. Le représentant du Brésil a prononcé la déclaration suivante:

1.94. J'aimerais simplement remercier tous les Membres qui ont été sensibles au partage de données d'expérience du Brésil. Je pense également que nous avons discuté d'un sujet très vaste, concernant non seulement la facilitation du commerce numérique, mais aussi la facilitation des transactions électroniques. Plus particulièrement, en ce qui concerne les guichets uniques, nous sommes conscients qu'en ce qui concerne les taux de mise en œuvre de l'AFE, la disposition correspondante est peut-être associée au taux le plus faible. Nous sommes cependant convaincus que de nombreuses possibilités existent pour que les pays en développement et les PMA rattrapent leur retard et mettent en place des systèmes de guichet unique électronique. Nous aimerions comprendre plus précisément quelles sont les difficultés rencontrées par ces pays concernant les guichets uniques, mais aussi la facilitation du commerce numérique de manière générale.

1.95. La représentante du Royaume-Uni a fait la déclaration suivante:

1.96. Je vous remercie, Madame la Présidente. Je voulais prendre la parole pour remercier tous les Membres de leur participation et de leurs observations véritablement enrichissantes. Le Royaume-Uni attend avec intérêt les discussions futures sur ces sujets.

1.97. La Présidente a prié toutes les délégations d'envoyer leurs déclarations d'ici à la fin de la journée du lendemain, ou avant si possible, pour pouvoir les inclure dans le compte rendu des délibérations. Elle a fait observer qu'elle ne s'attendait pas à ce qu'une discussion aussi riche ait lieu, compte tenu du court préavis avec lequel la réunion avait été convoquée. Elle a relevé que des intervenants d'Amérique latine, d'Afrique, des Caraïbes, d'Asie, du Moyen-Orient, du Canada, des États-Unis, d'Europe et du Royaume-Uni s'étaient exprimés; en outre, elle était préoccupée qu'aucun intervenant issue de la région du Pacifique ne se soit exprimé; toutefois, l'Australie est ensuite intervenue. Aussi, la réunion a couvert au moins une partie du Pacifique. Cela était utile et la Présidente espérait que la prochaine fois l'éventail géographique des intervenants soit tout aussi large. La Présidente a relevé quelques points, y compris que tous les Membres souhaitaient partager leur expérience nationale. Même si l'ensemble des 164 Membres n'avaient pas pris la parole, elle était impressionnée par le fait que tous avançaient dans une seule et même direction. Tous abordent les mêmes thèmes – renforcement de l'efficacité, guichet unique, SYDONIA, coopération transfrontières, inclusion financière– cependant, comme nombre de délégations l'ont dit, ces concepts sont liés à d'autres questions que nous avons examinées précédemment, par exemple en ce qui concerne les cadres réglementaires, la fracture numérique ou encore les infrastructures numériques. Toutes les délégations avaient une histoire à raconter, et chacun tient à dire qu'il a fait des progrès, qu'il y a du mieux, qu'il a réduit le nombre de feuilles imprimées, et ce de manière assez substantielle. Les choses qui nécessitaient auparavant trois jours sont désormais accomplies en deux jours. Bien que cette discussion constitue quelque peu une répétition de la discussion précédente sur la facilitation des échanges, elle contenait peut-être certaines pistes qui pourraient permettre de répondre à la question de savoir ce que pouvait faire l'OMC.

1.98. La Présidente a mis en avant que la Loi type de la CNUDCI avait été publiée en 1996, ce qui voulait dire que les travaux sur ce texte avaient commencé avant 1996. Le Programme de travail sur le commerce électronique avait été établi en 1998 et 25 ans plus tard, les Membres s'employaient toujours à comprendre ce que l'OMC pouvait faire dans un contexte qui avait considérablement évolué depuis. Ce que la Présidente avait trouvé intéressant à la réunion en cours était la déclaration de l'UE concernant les accords de coopération qui visaient à aider les pays à accroître leur efficacité.

Elle a demandé l'avis des Membres sur ce que pouvait faire l'OMC. Elle a demandé s'il était envisageable d'examiner les accords commerciaux, les mesures qui avaient été prises dans ce domaine, et si cela pourrait être reproduit au niveau bilatéral ou multilatéral, sous la forme d'une sorte d'élément obligatoire qui permettrait aux Membres d'atteindre les mêmes niveaux de préparation au numérique. Elle a demandé l'avis des Membres sur les solutions qui permettraient de rendre cette coopération visible, en termes réels, et d'obtenir de vrais résultats en matière de commerce, et sur la question de savoir s'il pouvait s'agir d'une option viable pour l'OMC. Elle a rappelé que cette question n'était pas autonome, mais liée à tout ce qui avait été examiné précédemment; elle a demandé si l'OMC pouvait faire quelque chose ou si les Membres considéraient toujours ces échanges comme un exercice de partage de données d'expérience, sans être tout à fait certains de la direction qu'il conviendrait de prendre.

1.99. La représentante du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante:

1.100. Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir partagé vos réflexions avec nous. Nous sommes d'accord avec vous et avec nos collègues de l'UE sur le fait que la coopération est très importante. Pourquoi ne pas tenir une séance sur la coopération? Le Secrétariat de l'OMC est toujours disponible pour nous aider, mais il est conduit par les Membres; cela doit venir de nous. Nous pourrions organiser une séance consacrée à la coopération en nous demandant où est-il possible de faire fonctionner la coopération et dans quel domaine? Lorsque les ALE contiennent tout un ensemble de dispositions relatives au commerce numérique, nous prévoyons toujours une partie consacrée à la coopération entre les partenaires commerciaux. Il serait par conséquent intéressant de discuter ici de la manière dont nous pouvons intégrer, entre nous, la coopération internationale et le rôle des organisations internationales de manière générale, y compris l'OMC.

1.101. La Présidente a dit qu'à l'atelier à venir avec les OIG, il était possible d'examiner ce point et les Membres pouvaient demander aux OIG de donner de plus amples renseignements sur la coopération et la manière dont les différents pays procèdent, notamment en ce qui concerne les accords de coopération avec d'autres pays.

1.102. La représentante de l'Union européenne a fait la déclaration suivante:

1.103. Madame la Présidente, étant donné que vous avez fait référence à mon intervention, je souhaitais préciser que nous avons effectivement des dispositions commerciales sur des sujets similaires et que nos priorités concordent en ce qui concerne un certain nombre d'éléments. Par ailleurs, nous observons dans l'Union européenne des évolutions similaires au niveau de la réglementation et de la législation, qui visent à exploiter les possibilités et résoudre les difficultés liées au commerce électronique. Cela étant, comme je l'ai indiqué précédemment dans le cadre de mon intervention, l'élément de la coopération internationale, que ce soit au niveau bilatéral ou dans le cadre d'organisations pertinentes, est tout aussi important pour comprendre les besoins en matière de capacités ou en matière de capacités réglementaires pour les mêmes questions. Quelle que soit sa forme, il s'agit d'un sujet horizontal transversal qui pourrait être abordé pendant que nous examinons diverses questions spécifiques liées au commerce électronique, mais nous pourrions également tenir une discussion spécifique sur ces éléments. Je voulais juste faire part de mon soutien sur cette question.

1.104. La Présidente a demandé si l'UE avait des dispositions standards dans ses accords ou si ces dispositions étaient adaptées en fonction des pays avec lesquels l'union traitait?

1.105. La représentante de l'Union européenne a fait la déclaration suivante:

1.106. Ces dispositions sont adaptées en fonction du pays auquel nous avons affaire, mais il existe également, au-delà des accords commerciaux, divers projets de coopération au niveau bilatéral ou régional qui traitent des mêmes possibilités et difficultés. Dans l'Union européenne, au niveau de nos États membres, de nombreuses activités de coopération sont menées en ce qui concerne diverses questions liées au commerce numérique. S'il n'existe probablement aucune approche standard, il s'agit d'un élément important dans nos accords.

1.107. La Présidente a dit qu'elle allait en rester là pour laisser le soin aux Membres de réfléchir à la question. Elle a fait remarquer que les Membres devraient bientôt commencer à réfléchir à la manière d'aller de l'avant et déterminer la meilleure façon d'y parvenir. Elle a fait référence à la question posée au début de la réunion – beaucoup pouvait être fait, mais que pouvait faire l'OMC?

Elle a remercié les délégations pour l'intérêt constant qu'elles portaient aux discussions spécifiques, et leur désir d'y participer. Elle a rappelé qu'elle était l'unique facilitatrice. Elle pouvait occuper ces fonctions uniquement parce que les Membres le lui permettaient. Si les Membres ne souhaitent plus se parler les uns aux autres, elle ne pourrait plus faire grand-chose. Elle souhaitait s'assurer que les Membres restaient capables et en mesure de dialoguer.

1.108. Elle a informé les Membres que le compte rendu de la discussion spécifique tenue au mois d'avril avait été distribué le 5 mai (WT/GC/WPEC/M/4). En ce qui concerne la voie à suivre, l'invitation et le projet de programme pour l'atelier des 1^{er} et 2 juin destiné à des organisations intergouvernementales ont été distribués la semaine précédente dans le document ICN/GC/3. Le calendrier des réunions jusqu'à la CM13 avait également été distribué la semaine précédente dans le document ICN/GC/4. Une discussion spécifique sur l'industrialisation numérique se tiendra le vendredi 23 juin, suivie le mardi 18 juillet d'une discussion spécifique sur le moratoire. Le jeudi 21 septembre, une discussion spécifique sur le transfert des technologies liées au commerce électronique se tiendrait. Les réunions du 18 octobre, du 14 novembre et du 8 décembre seraient axées sur la convergence, les préparatifs en vue de la CM13 et la voie à suivre. Étant donné que la réunion des hauts fonctionnaires devrait avoir lieu fin octobre, elle a demandé au Président du Conseil général et à la DG de ne pas inclure le 18 octobre dans leurs dates potentielles. En outre, le jeudi 20 janvier 2024 avait été bloqué pour les préparatifs de dernière minute en vue de la CM13.

1.109. La Présidente a dit qu'elle lirait le compte rendu pour déterminer sur quels points se dégageait une convergence de vues et comment les Membres pourraient travailler ensemble. Elle a appelé instamment les délégations à réexaminer le compte rendu pour déterminer s'il existe des domaines dans lesquels il serait possible de se rapprocher. S'agissant de la coopération, c'est-à-dire ce que peut faire l'OMC ou ce qu'elle fait déjà en termes de renforcement des capacités, il convenait de produire quelque chose d'un peu plus substantiel – qu'était-il possible de faire du point de vue de la facilitation du commerce électronique? Comment les Membres pouvaient-ils faire avancer les choses d'un commun accord ? Elle a remercié les délégations et a clos la réunion.

ANNEXE I

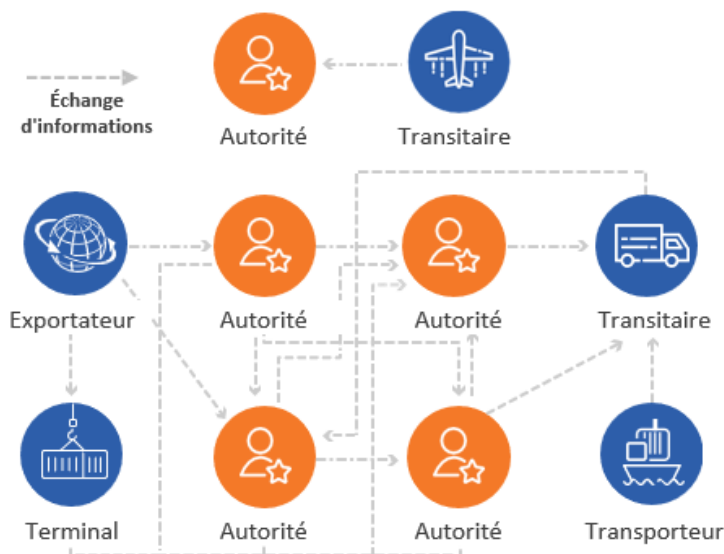
EXPOSÉ DE SINGAPOUR: NUMÉRISATION DU COMMERCE –
TRADETRUST – TRANSFORMEZ VOTRE FAÇON D'ÉCHANGER

Numérisation du commerce: TradeTrust

Transformez votre façon d'échanger

LA NUMÉRISATION DU COMMERCE POUR RÉSOUDRE LES DIFFICULTÉS LIÉES AU PAPIER DANS LE COMMERCE TRANSFRONTIÈRES

Situation actuelle



Un seul envoi implique

- De nombreuses parties dans différents secteurs
- De nombreux échanges d'informations
- De nombreux systèmes en silo
- Jusqu'à 50 feuilles de papier, transmises à jusqu'à 30 parties prenantes différentes[^]

^{*}Étude sur les traces écrites de Maersk et IBM en 2014

[^]Étude de McKinsey en 2022

Inefficace

- Traitement manuel
- Sensible à la fraude

Systèmes fragmentés

- Connexions coûteuses
- Absence d'interopérabilité

Coût du transport



Le coût de la documentation correspond à 20%* du coût du transport

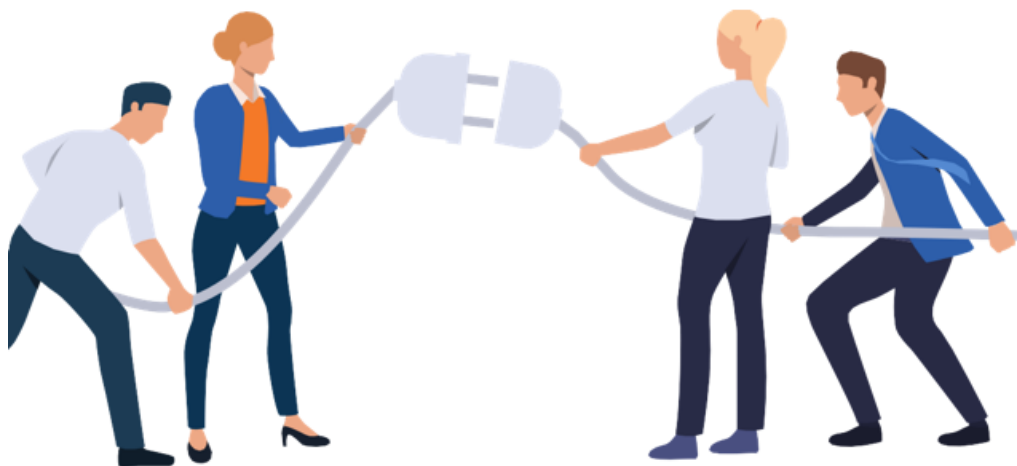
Ce manque d'efficacité est coûteux

Situation future

La numérisation du commerce pourrait permettre:

- 6,5 milliards de \$EU d'économies en coûts directs
- 15,5 milliards de \$EU d'avantages indirects pour l'écosystème du transport maritime
- 30 à 40 milliards de \$EU d'échanges mondiaux supplémentaires grâce à l'adoption des connaissances électroniques dans le commerce international

COMMENCER PAR L'ÉTAT FINAL – L'INTEROPÉRABILITÉ COMME PREMIER PRINCIPE



L'interopérabilité est la clé

- Tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement ne sont pas tenus d'utiliser la même plate-forme technologique ou le même fournisseur
- Tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement sont libres de choisir le fournisseur d'infrastructure/de plate-forme technologique qu'ils désirent
- Les interfaces entre les systèmes sont basées sur des normes de données et de protocoles mondiales, ouvertes et libres de droits et d'utilisation qui garantissent une interopérabilité multiplateforme, multifournisseur et transfrontières

QU'EST-CE QUE TRADETRUST?

TradeTrust est un cadre fondé sur des **normes acceptées au niveau mondial** connectant les pouvoirs publics et les entreprises à une **chaîne de blocs publique** pour permettre une **interopérabilité fiable** des documents commerciaux électroniques **entre les plates-formes numériques ET** qui est offert en tant qu'**utilitaire numérique**.

4 composantes clés de TradeTrust

1 Harmonisation juridique

Assurer la validité juridique des documents négociables électroniques en se conformant aux prescriptions de la Loi type sur les documents transférables électroniques

3 Cadre d'accréditation

Certifier que les solutions techniques satisfont aux prescriptions de la loi



2 Élaboration des normes

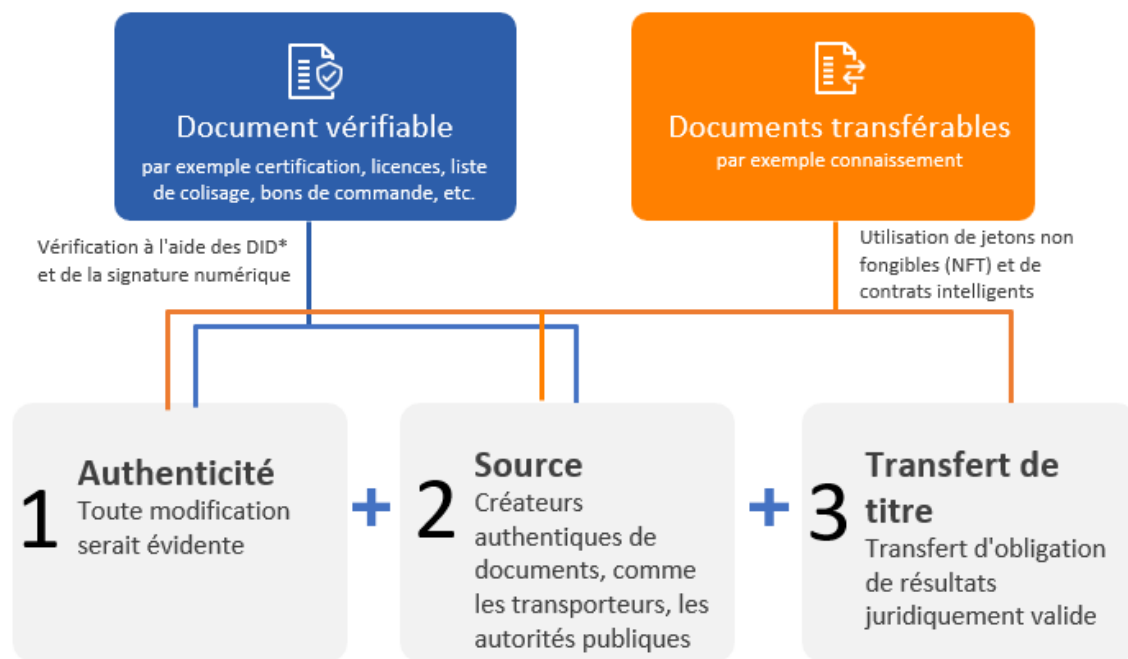
Élaborer des normes auxquelles TradeTrust se conforme

4 Composants logiciels

Ensemble de codes de logiciel en source ouverte permettant d'intégrer facilement des solutions d'arrière-plan à TradeTrust

LES 3 FONCTIONNALITÉS CLÉS DE TRADETRUST: AUTHENTICITÉ, SOURCE & PROPRIÉTÉ DU TITRE POUR LES DOCUMENTS COMMERCIAUX

TradeTrust est conçu pour fournir aux acteurs du secteur les moyens de vérifier l'**authenticité** et la **source** d'un document, ainsi que pour créer des documents transférables électroniques fonctionnellement équivalents^A à leurs versions papier (permettant par exemple les **transferts de titres**).



Technologies de base de TradeTrust

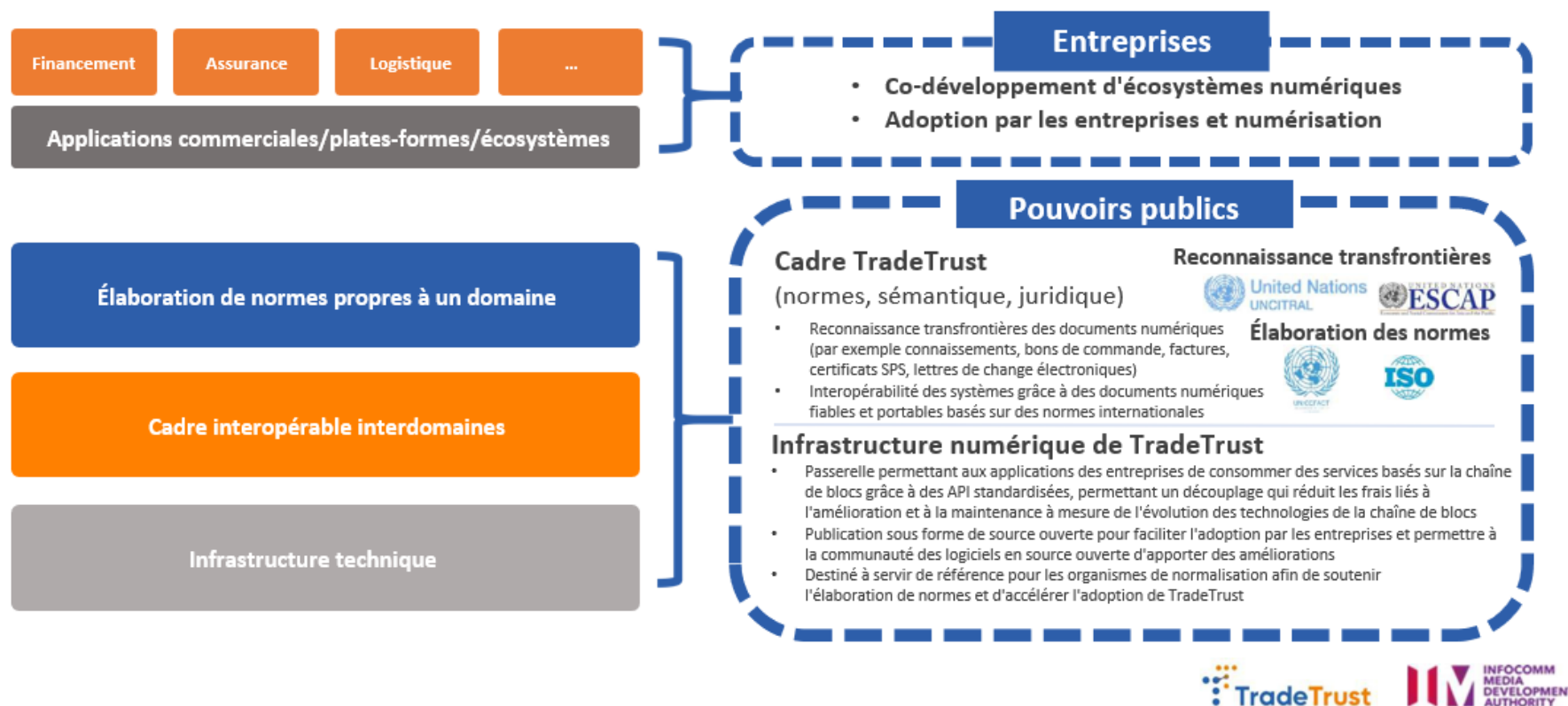
- Utilisation des identifiants décentralisés et de la signature numérique pour vérifier la source et l'authenticité des documents.
- Utilisation de la chaîne de blocs pour créer des jetons non fongibles (NFT) représentant la propriété des titres et permettant les transferts d'une partie à une autre.

^ALes modifications apportées en 2021 à la Loi de Singapour sur les transactions électroniques, l'une des premières au niveau international, permettent la création et l'utilisation de documents transférables électroniques, tels que les connaissances électroniques, ce qui permet aux acteurs de tirer plus facilement parti des avantages de la numérisation.

*Les identifiants décentralisés (DID) sont un nouveau type d'identifiants uniques vérifiables par chiffrement conçus pour être découplés des registres centralisés, des prestataires d'identifiants et des autorités de certification.

LE CADRE TRADETRUST

Le cadre soutient l'intégration des 3 fonctionnalités dans les différents systèmes et plates-formes. Les aspects techniques sont mis en œuvre dans un logiciel en source ouverte mis gratuitement à la disposition de la communauté internationale.



PRINCIPES POUR LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE*

Principes pour le développement numérique



*<https://digitalprinciples.org/fr/>

Loi type = Loi type sur les documents transférables électroniques adoptée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international en septembre 2017

PRINCIPES DE CONCEPTION DE TRADETRUST



Instrument transférable au format papier

Propriété du titre
Données sur le connaissance

EUROSA 210 GGR + 1.8 MICRONI MANTA

AS ARRANGED

<p>on Board the Vessel</p> <p>April 28, 2013</p> <p>STX Pan Ocean Co., Ltd as Carrier</p> <p><i>u/b</i></p>	<p>STX Pan Ocean Co., Ltd as Carrier</p> <p>By: <i>u/b</i></p> <p>for Master</p>
---	--

2039662



Propriété du TITRE



Données sur le connaissance (fichier au format .TT)

[illegible]

SAMPLE NOT VALID

LE CADRE TRADETRUST EST ACCESSIBLE À TOUS



APPLICATIONS

Application A Financement du commerce



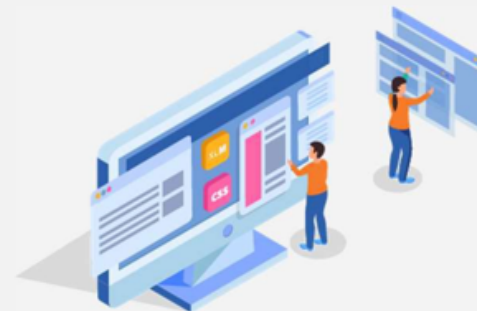
- Améliorer l'efficacité opérationnelle en accélérant les transferts de titres et d'autres documents par voie numérique et en automatisant la validation des documents
- Réduire les risques de fraude en matière de financement du commerce et accroître la confiance dans le financement
- Qui peut en bénéficier?
Banques de financement, exportateurs, importateurs, transporteurs, assureurs, inspecteurs

Application B Commerce & logistique



- Accroître la productivité et optimiser l'utilisation des ressources grâce à une logistique terrestre efficace
- Diminution des frais généraux liés au papier et réduction des frais de surestaries et d'immobilisation liés à la rétention de la cargaison en raison de retards dans la documentation
- Qui peut en bénéficier?
Expéditeurs, destinataires, transporteurs, agents fournisseurs de services de logistique de tierce partie, autorité chargée du contrôle des frontières, opérateurs portuaires, fournisseurs de services de soutage

Autres applications ... Fournisseurs de services technologiques/ de plates-formes



- Améliorer l'offre de services grâce au développement de produits et services numériques innovants à partir du code source ouvert de TradeTrust
- Multiplier les possibilités de nouveaux débouchés commerciaux et de nouveaux partenariats pour dynamiser l'économie numérique
- Qui en a bénéficié jusqu'à présent?
Fournisseurs de plates-formes dans les domaines du soutage, du respect des règles commerciales, des technologies financières, de l'art numérique, de la chaîne d'approvisionnement et des services logistiques.

PARTENARIATS MONDIAUX



World's first digital trade financing pilot between MLETR-harmonised jurisdictions



Media release

This is a joint media release between the Australian Border Force, IMDA Singapore and Singapore Customs

Australia and Singapore's blockchain trial shows promising results for reducing transaction costs



SWIFT and Singapore's IMDA Join Forces to Drive Global Trade Digitalisation

TRADE, 8 OCTOBER 2020

Collaboration combines the reach, scale and reliability of SWIFT with IMDA's efforts on technology and legal frameworks to accelerate trade digitalisation



UOB leads IMDA's pilot on digitalising cross-border trade flows between Singapore and China using blockchain framework, TradeTrust

Successful pilot demonstrates significance of electronic bills of lading with turnaround time reduced from a few days to within an hour



Media Release

EMBARGOED TILL 1300HR GMT+8, 18 October 2021

Four New MOUs Signed at the 2nd Singapore – China (Shenzhen) Smart City Initiative Joint Implementation Committee Meeting To Accelerate Digital Economy Collaborations

Three Successful Digital Cross-Border Trade Trials Completed: Businesses Will Be Able To Benefit from Faster and More Secured Transactions



Singapore and Rotterdam successfully complete trial with electronic bill of lading

12 May 2021

Singapore and the Netherlands have collaborated since 2019 to explore electronic bills of lading (eBL) on the Europe-Far East trade lane where Singapore and Rotterdam are two major transshipment ports. This trial demonstrated that an eBL issued by one platform could be verified and processed by another digital trade platform.

JAN 2020 MOI TO FURTHER DIGITALISATION IN TRADE



IMDA partners industry to conduct world's first live electronic transferable record (ETR) cross-border trade, supported by statutory law framework.

PRESS RELEASES

SINGAPORE - 30 MARCH 2023 - Singapore pushes the boundaries of digitalisation for global trade as the Infocomm Media Development Authority (IMDA) partnered industry players and successfully executed a live shipment from Singapore to Thailand during Q1 2023. This fully paperless, live cross-border trade involved the use of an ETR, that is functionally equivalent to a paper Bill of Lading (BL) using Singapore's TradeTrust framework.

FOURNISSEURS DE PLATES-FORMES



JE VOUS REMERCIE

Références

Site Web: <https://tradetrust.io/>

Documents: <https://docs.tradetrust.io/>

Code source: <https://github.com/TradeTrust>



**INFOCOMM
MEDIA
DEVELOPMENT
AUTHORITY**

ANNEXE II

LE GUICHET UNIQUE DU BRÉSIL – COMMERCE ÉLECTRONIQUE – FACILITATION DU COMMERCE NUMÉRIQUE



Le guichet unique du Brésil
Commerce électronique – Facilitation
du commerce numérique

Tiago Barbosa

Coordonnateur général de la facilitation des échanges au Secrétariat au commerce extérieur

Responsable du guichet unique du Brésil

Spécialiste des guichets uniques auprès du CEFAC-ONU



Facteur essentiel de réussite

La coopération avec le secteur privé



- ✓ Redéfinition du processus opérationnel
- ✓ Révision du cadre juridique
- ✓ Usage intensif de la technologie
- ✓ Adoption des normes internationales

677

RÉUNIONS

10 360

PARTICIPANTS
DU SECTEUR
PRIVÉ

1 542

ENTREPRISES

635

PARTICIPANTS
DU SECTEUR
PUBLIC

18

ORGANISMES
PUBLICS



Résultats

Documents

5 millions



2017

-70%



1,5 million



SIGNATURE NUMÉRIQUE

2018

Champs

98 champs



2017

-60%



38 champs



2018



Receita Federal



Exemples



Licence d'importation de médicaments (intégration du NDS de l'ONU)

20
jours



4
jours



Certification phytosanitaire (ePhyto)

7
jours



24
heures



Certification sanitaire (eCert)

3
jours



15
minutes



Résultats

RÉDUCTION DES DÉLAIS

(2014 / 2021)



EXPORT



-8 jours

de 13 jours
à 5 jours



IMPORT



-8 jours

de 17 jours
à 9 jours

RÉDUCTION DES COÛTS

ad valorem - équivalent tarifaire

(2014 / 2021)



EXPORT



-9,01 p.p.

de 13,04%
à 4,03%



IMPORT



-7,10 p.p.

de 14,20%
à 7,10%



Receita Federal



Traitement avant arrivée

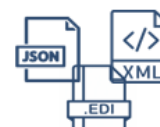
Interopérabilité du guichet unique



* Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) des opérateurs économiques agréés (OEA)



Gestion des risques



Normes internationales
Modèle de données de l'OMD et CEFAC-ONU

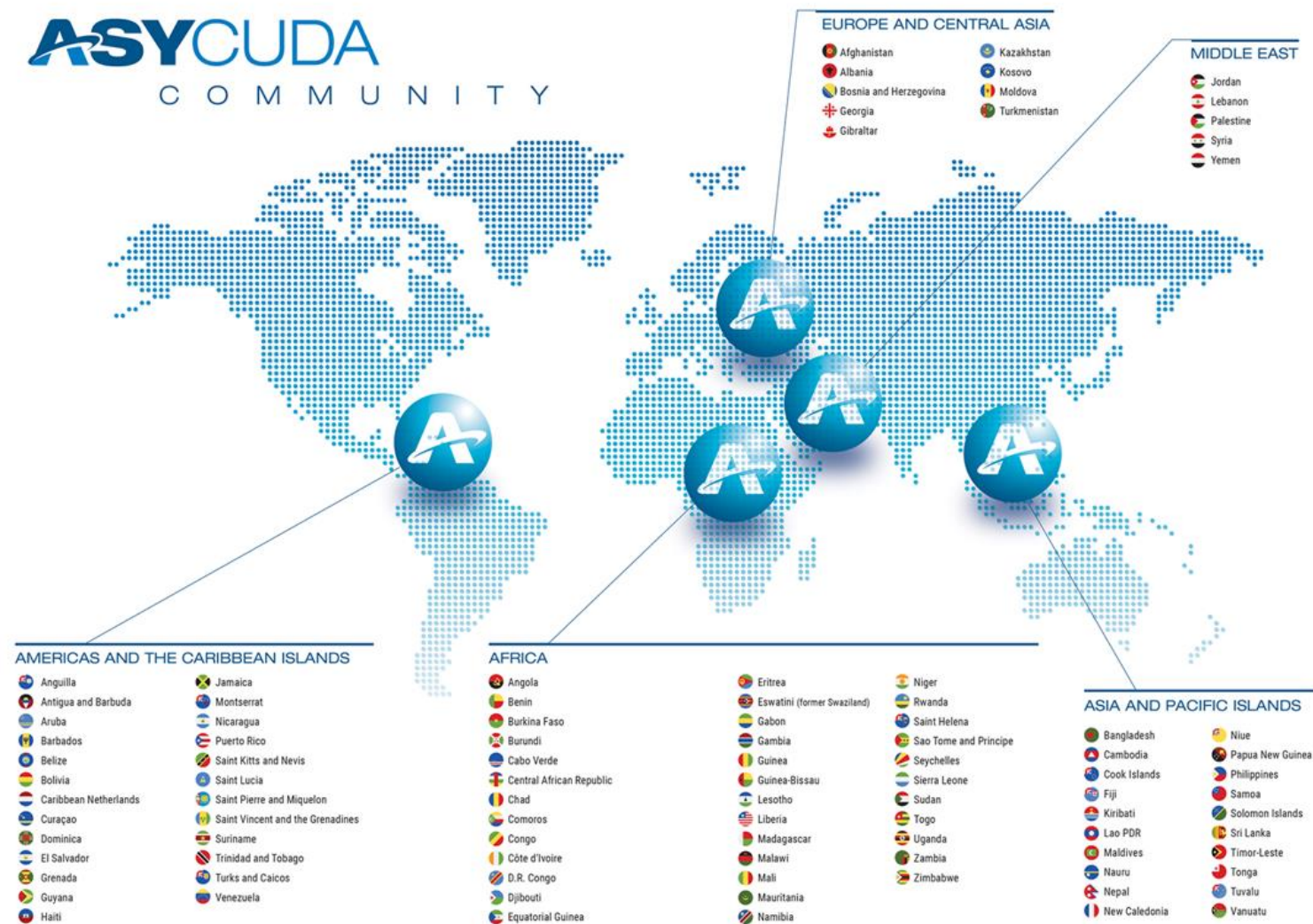
ARM Mercosur

- Argentine
- Brésil
- Paraguay
- Uruguay

bConnect

- OEA
- Déclaration en douane
- Déclaration de transit
- Certificat phytosanitaire électronique
- Certificat SPS électronique
- Certificat d'origine électronique





On n'arrête pas la facilitation des échanges!

Tiago Barbosa

Coordonnateur général de la facilitation des échanges au Secrétariat au commerce extérieur

Responsable du guichet unique du Brésil

Spécialiste des guichets uniques auprès du CEFACT-ONU

  @otiagocomex  siscomex.secex@economia.gov.br   @MDIC